



BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTES ANNUELS CLOS AU
31 DECEMBRE 2013

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 24.040.000 euros
Siège social : 1, Boulevard Haussmann - 75009 Paris
433 932 811 RCS Paris

SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 29 AVRIL 2014

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

PRESENTATION DE L'ACTIVITÉ	4
EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE	5
PERSPECTIVES D'AVENIR	9
EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE	9
FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	9
PARTICIPATIONS CROISEES	10
CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE.....	10
DELEGATIONS EN COURS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL.....	12
DETENTION DU CAPITAL.....	12

RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT

BILAN	14
SITUATION FINANCIERE ET RATIOS PRUDENTIELS.....	16
ENDETTEMENT	17

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

RISQUE DE CREDIT	18
RISQUE DE TAUX, CHANGE ET RISQUE DE MARCHE	21
RISQUE DE LIQUIDITE.....	21
RISQUE OPERATIONNEL.....	22
RISQUE JURIDIQUE.....	22

LISTE ET RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 23 |

PROPOSITIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES..... 27 |

ANNEXES

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	30
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013.....	49
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	55
RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE.....	74
ETATS FINANCIERS	77

Diffusion de l'information

Les rapports et le prospectus d'émission de BNP Paribas Public Sector SCF sont disponibles sur le site Internet suivant, dès leur approbation par les organes sociaux de la société :

<http://invest.bnpparibas.com/pid856/bnp-paribas-public-sector-scf.html>

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

I - PRESENTATION DE L'ACTIVITÉ DE BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

La création de BNP Paribas Public Sector SCF répondait à l'objectif du groupe BNP Paribas qui est d'accroître sa base de financement à moyen et long terme pour faire face aux besoins créés par son développement. Dans ce contexte, BNP Paribas a souhaité promouvoir un projet permettant de créer à son bénéfice d'un refinancement favorable de ses expositions sur des personnes publiques uniquement.

Il était apparu que la mise en place d'une société de crédit foncier régie par les articles L. 513-2 et suivants du Code monétaire et financier permettait de répondre au mieux à cet objectif. Effectivement, dans un contexte de marché particulièrement difficile en 2008-2009, la Direction Générale de BNP Paribas avait souhaité aller vers toujours plus de diversification des sources de financement du groupe et, particulièrement vers des sources de financement sécurisées. La réalisation d'émissions AAA/AA+ avec BNP Paribas Public Sector SCF permet, par ailleurs, au Groupe d'étendre sa base d'investisseurs à un coût maîtrisé.

La création de cette société de crédit foncier a pour objet de refinancer uniquement les expositions du groupe BNP Paribas sur les personnes publiques tandis que BNP Paribas Home Loan SFH continuerait à refinancer des prêts immobiliers. L'objectif était de donner au groupe la capacité de réduire significativement ses coûts de financement et de s'assurer, en conséquence:

- (a) généralement, d'une meilleure compétitivité sur le marché du financement du secteur public ; et
- (b) spécifiquement, du maintien de sa compétitivité sur le secteur des financements des crédits exports et aéronautiques dont il est l'un des acteurs de tout premier plan au niveau mondial mais qui fait l'objet d'une concurrence très importante.

Cette société de crédit foncier, dénommée « BNP Paribas Public Sector SCF », a été agréée en qualité de société financière. Elle est soumise aux dispositions législatives et réglementaires régissant les sociétés de crédit foncier, et a pour activité exclusive le refinancement des expositions sur des personnes publiques par des sociétés du groupe BNP Paribas par voie d'émission d'obligations foncières dans le cadre d'un programme MTN (moyen long terme) d'un montant maximum actuellement de 15 milliards d'euros.

La mise en place de ce projet s'est traduite par la transformation d'une société, créée en 2001 dans le périmètre du groupe, en l'occurrence, la société Bergère Participation 4.

II - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1. Approbation des résultats de l'exercice 2012

Le conseil d'administration du 26 mars 2013 a arrêté le rapport sur le contrôle interne en application des articles 42 et 43 du règlement CRBF n°97-02. Ce complément d'information a pris la forme d'un rapport type article 43 du Règlement CRBF 97-02, établi selon les instructions du groupe BNP Paribas du 27 décembre 2010 relative à la contribution « *Operational Permanent Control* » des filiales assujetties au rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques.

L'assemblée générale annuelle du 24 avril 2013 a également approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012; lesquels faisaient apparaître un bénéfice d'un montant de 6 610 499.79 euros et a décidé d'affecter le résultat comme suit :

- doter la réserve légale de 330 524.99 euros, la portant ainsi à 1 660 483.49 euros (en application de l'article L. 232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 6 274 440 euros, soit un dividende net unitaire de 2.61 euros par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde de 10 259.5 euros en report à nouveau.

Bénéfice net de l'exercice	6 610 499.79
Report à nouveau antérieur	4 724.70
Total	6 615 224.49
Dotation à la réserve légale	330 524.99
Dividende	6 274 440
Report à nouveau	10 259.50
Total	6 615 224.49

A noter également que du fait de la fin du mandat du contrôleur spécifique de la Société, Fides Audit, une demande d'avis préalable a été envoyée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, conformément à l'Instruction n° 2012-I-01 relative à la désignation des commissaires aux comptes, en vue du renouvellement de son mandat, celle-ci ayant été acceptée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

2. Cession d'actifs éligibles :

Au cours du premier semestre, BNP Paribas a cédé à la Société cinq créances éligibles ainsi réparties par devise d'origine :

Répartition par devise	CRD (en devise d'origine)	Nombre de prêts
EUR	76 032 322.97	3
USD	63 612 192.92	2

BNP Paribas Public Sector SCF a également procédé à l'achat de trois titres libellés en EUR :

Devise	CRD
EUR	286 900 000

Au cours du second semestre plusieurs cessions d'actifs éligibles sont intervenues ; le détail de celles-ci figure ci-après.

- En août 2013, BNP Paribas a cédé à la Société un pool de 10 créances ainsi réparties par devise d'origine :

Répartition par devise	CRD (en devise d'origine)	Nombre de prêts
EUR	175 422 972.76	6
USD	74 268 123.40	4

- En octobre 2013, BNP Paribas a cédé à la Société un pool de 3 créances ainsi réparties par devise d'origine :

Répartition par devise	CRD (en devise d'origine)	Nombre de prêts
EUR	20 364 646.21	2
JPY	12 152 882 421.40	1

- En novembre 2013, BNP Paribas a cédé à la Société un pool de 7 créances ainsi réparties par devise d'origine :

Répartition par devise	CRD (en devise d'origine)	Nombre de prêts
EUR	73 500 000.00	1
USD	68 767 756.78	6

Au total au 31 décembre 2013, le pool d'actifs éligibles représentait 3.405 milliards d'euros équivalents pour les créances et 452 millions d'euros pour les titres.

3. Amendements de la documentation du programme d'émission

Au cours du premier semestre 2013, la documentation du programme d'émission a été amendée le 10 janvier 2013 afin notamment d'intégrer et de se conformer aux nouveaux critères de méthodologie des agences de notation (S&P et Fitch). Les amendements envisagés ont eu pour principal objectif d'éviter, dans l'hypothèse d'une baisse de la notation long/court terme de BNP Paribas, un impact démesuré sur les niveaux de surcollatéralisation minimale actuels exigés par les trois agences de notation et sur la notation même du programme de la

SCF. Plus globalement ces amendements s'inscrivaient dans une politique d'optimisation de l'utilisation du collatéral et d'une meilleure gestion de la liquidité (ratio LCR) au niveau du groupe.

Par ailleurs, la mise à jour annuelle de la documentation du programme a été effectuée en avril 2013, le Prospectus de Base devant être actualisé des événements marquants concernant la Société et certains contrats ont été amendés afin notamment de pouvoir élargir les expositions sur personnes publiques refinançables par la Société, dans les limites de l'article L.513-4 du Code monétaire et financier et des statuts.

De plus, dans le cadre du programme "Simple & Efficient" d'optimisation de son efficacité opérationnelle, BNP Paribas est parvenu à la conclusion que deux notations (émises par Standard & Poor's Rating Services et Fitch Ratings) étaient suffisantes pour ses programmes BNP Paribas Home Loan SFH et BNP Paribas Public Sector SCF. Ainsi, BNP Paribas Home Loan SFH et BNP Paribas Public Sector SCF ont demandé à Moody's Investors Service Limited de retirer sa notation des encours de covered bonds émis sous ces deux programmes respectifs, avec effet immédiat. La documentation du programme d'émission a donc été amendée le 4 avril 2013, conformément à l'article 18 II (i) des statuts afin d'incorporer les différentes modifications nécessaires au retrait de la notation du programme par l'agence de notation Moody's.

4. Adhésion au Label Covered Bonds :

BNP Paribas Public Sector a également adhéré au label européen de qualité de l'European Covered Bond Council (ECBC), qui a pour objectif de promouvoir la transparence sur ce type de produit. Cette adhésion se traduit par une publication d'informations sur le portefeuille de prêts sous-jacents sur le site de l'ECBC à destination des investisseurs.

5. Activation du « Pre-Maturity Test » :

Suite à la dégradation de la note à court terme à F-1 de BNP Paribas par l'agence de notation Fitch et conformément au Base Prospectus et à la Documentation du Programme, nous avons mis en place le « *Pre-Maturity Test* ». Il en a résulté le versement d'un montant de 300 000 000 euros de BNP Paribas, versé sur le « *Cash Collateral Account* », le 25 juillet 2013 au profit de BNP Paribas Public Sector SCF.

Le montant du « *Pre-Maturity Test* » a été porté le 12 décembre à 1 105 000 000 euros le 12 décembre 2013, se répartissant entre le *Cash Collateral Account* et les comptes courants (*Issuer General Accounts*). Ce montant tient compte de la tombée d'une obligation de 1 milliard d'euros le 16 juin 2014 ainsi que du paiement du coupon annuel sur 3 des séries d'obligations émises.

Au vu de la réglementation visée par le Code monétaire et financier, et des contrats de la documentation du programme de covered bonds, la notation actuelle de BNP Paribas n'a pas d'autre incidence que celles indiquées ci-avant concernant la mise en place des swaps et la constitution en cash du « *Pre-Maturity Test* ».

6. Dégradation par Fitch de la notation de la SCF à AA+

Le risque BNP Paribas Public Sector SCF est un risque qui est presque exclusivement souverain, avec comme principales expositions la France, l'Allemagne, le Royaume-Unis et Les Etats-Unis, par le biais des garanties des agences de crédit à l'exportation. L'exposition sur la France à fin décembre 2013 représentant 35.8% du pool (en tenant compte d'une exposition de 63 000 000 d'euros sur une collectivité locale française) ; dès lors que la France était dégradée par Fitch le 12 juillet 2013, il était attendu que BNP Paribas Public Sector SCF le soit également. Les investisseurs étaient d'ailleurs tout à fait conscients de ce risque puisque nous avons déjà été interrogés sur les conséquences sur la SCF de la dégradation des Etats-Unis par S&P en 2011.

Après discussion avec Fitch, il est ressorti qu'un rehaussement de 34% serait nécessaire pour maintenir une notation AAA. BNP Paribas Public Sector n'ayant pas pour vocation de soutenir le risque sur la France et autres souverains, il n'est pas prévu de revenir sur une notation AAA.

La dégradation de la note long terme de BNP Paribas Public Sector SCF à AA+ intervenue le 17 juillet 2013 n'a, par ailleurs, pas eu d'impact sur le marché secondaire ni sur le refinancement de BNPP Public Sector SCF puisque aucune émission n'a été réalisée en 2013.

7. Transparence

Durant l'exercice 2013, la Société a publié les rapports trimestriels sur la qualité des actifs établis sur la base des données disponibles à chaque trimestre en application de l'Instruction n° 2011-I-07 relative à la publication par les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat d'informations relatives à la qualité des actifs financés, et en application de l'article 13 bis du règlement no 99-10 du Comité de la réglementation bancaire et financière, Cette information a également été déposée auprès de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Ces rapports sont publiés sur le site Internet sous le lien suivant :

<http://invest.bnpparibas.com/pid856/bnp-paribas-public-sector-scf.html>

8. Mandat du contrôleur spécifique de la société

A noter également que du fait de la fin du mandat du contrôleur spécifique de la Société, Fides Audit, une demande d'avis préalable a été envoyée à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, conformément à l'Instruction n° 2012-I-01 relative à la désignation des commissaires aux comptes, en vue du renouvellement de son mandat, Celle-ci a été acceptée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

9. Changement de statut des sociétés de financement de l'habitat

Suite à la promulgation de l'Ordonnance n°2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement, les sociétés de crédit foncier et les sociétés de financement de l'habitat sont désormais agréées en tant qu'établissements de crédit spécialisés, et non comme société financière. L'entrée en vigueur de cette ordonnance le 1^{er} janvier 2014 a conduit la société à déposer auprès de l'AMF un

supplément au base prospectus afin notamment d'acter ce changement de statut et la renumérotation des articles du code monétaire applicables aux sociétés de crédit foncier.

10. Modification de la composition et du mode de gouvernance du Conseil d'administration

Le 19 juillet 2013, M.Tarak Borchani a démissionné de son poste d'administrateur de la Société, du fait d'un changement de fonction l'amenant à travailler au sein de Bank of the West, à l'étranger.

De plus, en raison de l'application de l'article 88 alinéa 1, point e de la directive 2013/36/UE du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité et la surveillance prudentielle des établissements de crédit, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014, « *le président de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance d'un établissement ne peut pas exercer simultanément la fonction de directeur général dans le même établissement, sauf lorsqu'une telle situation est justifiée par l'établissement et approuvée par les autorités compétentes* ».

Par voie de conséquence, le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général n'est désormais plus possible pour les établissements de crédit, BNP Paribas Public Sector SCF a donc effectué le changement de gouvernance requis, et donc dissocier les fonctions de président du Conseil d'administration et de directeur général afin de se mettre en conformité avec le texte précité, avant le 31 décembre 2013. Ce changement a été opéré lors du conseil d'administration du 19 décembre 2013.

III- PERSPECTIVES D'AVENIR

En ce qui concerne l'exercice 2014, en fonction de la situation des marchés financiers, BNP Paribas Public Sector SCF aura pour objectif (qui sera adapté en fonction de l'évolution des conditions de marché) de financer le groupe BNP Paribas.

IV - EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT A ETE ETABLI

Au début de l'année 2014, BNP Paribas a cédé à la Société 6 créances ainsi réparties par devise d'origine :

Répartition par devise	CRD (en devise d'origine)	Nombre de prêts
EUR	161 628 359.28	6

V- FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément à nos statuts, la Société n'a pas de filiale et ne détient de participation dans aucune autre société.

VI - PARTICIPATIONS CROISEES

Conformément à nos statuts, la Société ne détient aucune participation croisée et nous vous informons que la Société n'a pas eu à procéder à des aliénations d'actions en vue de mettre fin aux participations croisées prohibées par l'article L. 233-29 du Code de commerce. Nous n'avons relevé durant l'exercice 2013 aucune opération donnant lieu à application des dispositions des articles L. 233-6 et suivants du Code de commerce.

VII - CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons par la présente, conformément aux articles L.225-40 et R. 225-30 du Code de commerce, de la liste des conventions autorisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 auxquelles s'applique l'article L.225-38 et soumises à la ratification de l'Assemblée générale annuelle, détaillées ci-après.

Ces conventions ont été nécessaires à la mise en place du programme d'émission d'Obligations Foncières, d'un montant de maximum de 15 milliards d'euros.

Les conventions concernées sont les suivantes et les montants indiqués s'entendent hors taxes:

- la **convention de prêt subordonné**, à durée déterminée (d'une durée de 10 ans et d'un montant 65.000.000 euros) (Contrat de Prêt Subordonné Remboursable ou « *Subordinated Loan Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF et BNP Paribas S.A, en qualité de prêteur en date du 28 janvier 2009, et bénéficiant d'une rémunération trimestrielle indexée sur l'Euribor 3 mois plus une marge de 1,25 % en période normale et en cas de non remboursement anticipé par la société à l'issue de 5 années calendaires à compter de la première date de règlement, pour chaque Période d'Intérêts suivantes, le taux d'intérêt variable sera majoré de 0,50 % et sera égal à l'Euribor 3 mois plus une marge de 1,75 % et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 968 205.69 euros ;
- la **convention de gestion et de recouvrement** (« *Master Servicing Agreement* ») conformément aux dispositions des articles L. 515-22 et suivants du Code Monétaire et Financier entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et, BNP Paribas S.A, en tant que mandataire, conclue le 30 janvier 2009 amendée le 1^{er} décembre 2009, le 2 septembre 2010, le 14 février 2012, le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle de 0,02% par an (augmentée, le cas échéant, de la TVA y afférente) de l'encours en principal, à cette date, des Prêts Sous-Jacents au titre des Actifs Administrés (excluant tout Actif Administré Défaillant) dont la gestion est assurée par ledit Gestionnaire conformément aux termes du présent Contrat, en rémunération des Services au titre desdits Actifs Administrés ; et de 0,05 % l'an (augmenté, le cas échéant, de la TVA y afférente) de l'encours en principal, à cette date, des Prêts Sous-Jacents au titre des Actifs Administrés Défaillants dont la gestion est assurée par ledit Gestionnaire conformément aux termes du présent Contrat, en rémunération des Services au titre desdits Actifs Administrés Défaillant et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 594 872 euros ;
- la **convention de mise à disposition de moyens** entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et BNP Paribas S.A, en tant que mandataire, conclue le 30 janvier 2009 et amendée le 2 septembre 2010, et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 149 500 euros ;

- la **convention cadre de placement** des Obligations Foncières («*Programme Agreement*») entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant qu'«*Arrangeur*» et «*Permanent Dealer*» conclue le 9 mars 2009 et amendée le 2 septembre 2010, le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et ne bénéficiant pas de rémunération au titre de l'exercice 2013 ;
- la **convention d'agent payeur** des sommes dues au titre des Obligations Foncières («*Agency Agreement*»), entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant que «*Calculation Agent*» et BNP Paribas Securities Services en tant que «*Fiscal Agent, Principal Paying Agent, Redenomination Agent*» et «*Registration Agent*» » conclue le 9 mars 2009 et amendée le 2 septembre 2010, le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération de 1 000 euros au titre de l'exercice 2013 ;
- le **contrat cadre d'acquisition des actifs éligibles** («*Master Sale Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que cessionnaire ou «*Purchaser*», et BNP Paribas S.A, en tant que cédant «*French Seller*» et sa succursale de New York en tant que «*U.S. Seller*» conclu le 30 janvier 2009 et amendé le 9 mars 2009, le 1^{er} décembre 2009 et le 8 avril 2013. BNP Paribas ne bénéficiant pas de rémunération dans le cadre de ladite convention au titre de l'exercice 2013 ;
- le **contrat cadre de gage espèces** («*Cash Collateral Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant que «*Cash Collateral Provider*» conclu le 19 février 2009 et amendé le 2 septembre 2010, le 14 février 2012, le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération qui est comprise dans la rémunération globale prévue dans la Convention de Mise à Disposition de Moyens ;
- les **conventions relatives aux instruments de couverture de taux et/ou de change** («*Hedging Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant qu'apporteur de couverture, conclues les 27 mars 2009, en ce qui concerne l'*ISDA Master Agreement*, le *Schedule to the Master Agreement* et le *Election and Variables to the ISDA Credit Support Annex* et les confirmations, signées le 4 juin 2009, et le 16 juin 2009 et amendées le 14 février 2012 et le 10 janvier 2013 et bénéficiant d'une rémunération comprise dans la rémunération globale prévue dans la Convention de Mise à Disposition de Moyens ;
- la **convention de gestion de comptes bancaires** («*Issuer Accounts Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité d'«*Accounts Bank*» conclue le 19 février 2009 et amendée le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle de 909 euros au titre de l'exercice 2013 ;
- la **convention de gestion de trésorerie** («*Cash Management Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité de «*Cash Manager*» conclue le 19 février 2009 et amendée le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle de 0.001% (dans la limite de 30 000 euros) du montant principal restant dû, cette commission s'élève à 30 000 euros pour l'exercice 2013 ; et
- les **conventions de prêts relais** («*Subordinated Bridge Loans Agreements*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'emprunteur, et BNP Paribas S.A, en tant que prêteur, qui ont respectivement été conclues :
 - Le 25 février 2013 (pour un montant de 123 660 400 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 29 bp) ;

- Le 19 mars 2013 (pour un montant de 120 000 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 28 bp) ;
- Le 22 mars 2013 (pour un montant de 80 000 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 27 bp) ;
- Le 25 avril 2013 (pour un montant de 286 900 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 22 bp) ;
- Le 25 septembre 2013 (pour un montant de 231 415 200 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 37 bp) ;
- Le 27 décembre 2013 (pour un montant de 123 480 100 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 26.5 bp).
- Dont les rémunérations représentent 1 266 228 euros au titre de l'exercice 2013.

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, ces conventions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale annuelle.

Concernant les conventions visées à L.225-39 du Code de commerce, la liste des conventions portant sur des opérations courantes, et conclues à des conditions normales, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 est la suivante :

- la convention de prestation de service comptable et administratif conclue avec BNP Paribas (Reporting Filiales) ; et
- la convention d'intégration fiscale du Groupe BNP Paribas conclue avec BNP Paribas.

VIII - DELEGATIONS EN COURS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100, alinéa 7 du Code de commerce, nous vous informons n'avoir relevé, au 31 décembre 2013, aucune délégation en cours de validité accordée par l'assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce.

IX - DETENTION DU CAPITAL

Nous vous rappelons que le principal actionnaire de votre Société est la société BNP PARIBAS qui détient 99,99 % du capital.

Dans la mesure où votre Société ne possède pas de salarié, il n'existe aucune participation salariale au capital et conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de

commerce, nous vous informons que les actions détenues à la clôture de l'exercice 2011 par le personnel de la Société, et le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce, représentent de ce fait moins de 3% du capital.

L'actionariat est constitué comme suit :

<p>BNP PARIBAS 662 042 449 RCS Paris Société anonyme au capital de 2.415.491.972 euros Siège social : 16, boulevard des Italiens – 75009 PARIS Détient 2 403 994 actions</p>	<p>OPERA EXPRESS 415 027 184 R.C.S PARIS Société par Actions Simplifiée au capital de 52 000 euros Siège social : 41 avenue de l'Opéra 75002 Paris Détient 1 action</p>
<p>KLE 70 429 930 845 RCS PARIS S.A.S. au capital de 40 000 euros Siège social : 41 avenue de l'Opéra - 75002 PARIS Détient 1 action</p>	<p>BNP PARIBAS PARTICIPATIONS 712 016 047 R.C.S PARIS Société par Actions simplifiée unipersonnelle au capital de 1 014 000 euros siège social : 41 avenue de l'Opéra 75002 Paris Détient 1 action</p>
<p>KLEQUATORZE 349 602 045 RCS PARIS S.A.S. au capital de 40 000 euros Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 PARIS Détient 1 action</p>	<p>ANTIN PARTICIPATION 5 433 891 678 R.C.S PARIS Société par Actions Simplifiée au capital de 170 042 391 euros Siège social : 1 boulevard Haussmann 75009 Paris Détient 1 action</p>
<p>ALT – S2 428 633 283 R.C.S PARIS Société par Actions simplifiée au capital de 40 000 euros Siège social : 41 avenue de l'Opéra 75002 Paris Détient 1 action</p>	

RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET ENDETTEMENT

Conformément aux dispositions du Code de commerce (article L.225-100), il doit être procédé à l'analyse des résultats, de la situation financière et de l'endettement de la Société.

*I - BILAN*¹

A) ACTIF

Les comptes courants domiciliés à l'Agence des banques présentent un solde débiteur de 367 381 297 euros au 31 décembre 2013 ; les créances vis-à-vis de BNP Paribas S.A. liées au paiement des sommes dues au titre des prêts représentent 141 380 344 euros.

Les expositions sur personnes publiques représentent 3 420 610 756 euros et les intérêts courus sur ces expositions sont de 15 572 566 euros à la fin de l'exercice 2013.

Les fonds propres (constitués par le capital social et des prêts subordonnés) pour un montant de 89 040 000 euros, ont été placés à hauteur de 89 000 000 sous forme de dépôt à terme.

La trésorerie a été placée sous forme de dépôt à terme pour 100 000 000 d'euros.

Le cash collatéral a été placé sous forme de dépôt à terme pour 750 000 000 d'euros.

Les obligations et autres titres à revenu fixe pour 466 256 580 euros correspondent à six titres pour un montant net de 461 514 065 euros et leurs créances rattachées pour 4 742 515 euros.

Les postes relatifs aux autres actifs pour un montant de 103 857 euros correspondent principalement aux créances sur l'Etat français.

Les comptes de régularisation comprennent les éléments ci-après :

- Les produits à recevoir d'un montant de 65 384 919 euros représentent le « *netting* » des intérêts sur swaps à recevoir/à payer à la clôture de l'exercice pour 64 284 919 euros auquel s'ajoute la commission annuelle de mise jour des financements pour 1 100 000 euros.
- Les charges constatées d'avance d'un montant de 9 343 760 euros représentent essentiellement, la partie non courue, au 31 décembre 2013, des soultes liées aux swaps de micro couverture. Elles sont lissées sur la durée de vie respective des swaps correspondants.
- Les primes d'émissions des titres à revenus fixe d'un montant de 9 828 591 euros représentent, la partie non courue, au 31 décembre 2013, de la prime d'émission sur les obligations foncières restant à lisser sur la durée de vie de ces dernières.

¹ En ce qui concerne les chiffres mentionnés dans cette section « Résultat, situation financière et endettement » : les centimes d'euros ne sont pas mentionnés et les chiffres sont arrondis à l'euro supérieur.

Le compte d'ajustement de devises d'un montant de 42 204 977 euros représente le résultat latent de la réévaluation des swaps de devises à la clôture de l'exercice.

B) PASSIF

Les dettes envers les établissements de crédit représentent essentiellement les 3 emprunts relais auprès de BNP Paribas pour respectivement 141 900 000 euros, 231 415 200 euros, 123 480 100 euros et un cash collatéral de 750 000 000 euros. Les dettes rattachées s'élèvent à 125 114 euros.

Le principal poste du passif (hors capitaux propres) est constitué des « dettes représentées par un titre » qui représentent les émissions d'obligations foncières pour un montant total de 4 073 523 973 euros dont 4 000 000 000 euros de nominal et 73 523 973 euros d'intérêts courus attachés aux obligations foncières au 31 décembre 2013.

Les comptes de régularisation au passif comprennent les éléments suivants :

-
- Les charges à payer d'un montant de 10 774 119 euros représentent les intérêts à payer sur swap de devises pour 9 451 504 euros et les factures non reçues au 31 décembre 2013 pour 1 322 615 euros.
- Les produits constatés d'avance d'un montant de 49 369 307 euros représentent la partie non courue des soultes de swap en devises au 31 décembre 2013. Elles sont lissées sur la durée de vie respective des swaps correspondants.
- La dette subordonnée consentie par BNP Paribas à la Société pour le renforcement de ses fonds propres représente 65 000 000 euros; les intérêts courus à la clôture de l'exercice sont de 168 236 euros.

Le capital social de la Société est demeuré à 24 040 000 euros au cours de l'exercice.

Le Report à nouveau d'un montant de 4 725 euros a été porté à 10 260 euros, après l'affectation du résultat au 31 décembre 2012, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 avril 2013.

C) RESULTATS

Le résultat de l'exercice 2013 fait ressortir un bénéfice de 5 393 446 euros. Les principaux postes du compte de résultat sont constitués :

- d'une part des intérêts liés aux créances qui s'élèvent à 44 146 188 euros après prise en compte des swaps de couverture,
- et d'autre part des intérêts liés au coût de refinancement de ces créances pour 34 602 942 euros après prise en compte des swaps de couverture.

Par ailleurs, le produit du remplacement des fonds propres s'élève à 101 233 euros et la rémunération des dettes subordonnées s'élève à 968 206 euros.

Il a été prévu dans la convention cadre de prêt conclue entre BNP Paribas Public Sector SCF et BNP Paribas que cette dernière payera à la Société, « une commission de mise à jour des financements ». Celle-ci représente 1 100 000 euros, en contrepartie la société a enregistré des charges de commission pour un montant de 2 461 035 euros.

Le montant des frais généraux est de 473 923 euros et les impôts et taxes au titre de l'exercice s'élèvent à 292 892 euros.

Le bénéfice net après impôt s'inscrit à 5 393 445.87 euros. Il sera proposé à l'assemblée générale d'affecter le résultat de la manière suivante :

- doter la réserve légale de 269 672.29 euros, la portant ainsi à 1 930 155.78 euros (en application de l'article L. 232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 5 120 520 euros, soit un dividende net unitaire de 2.13 euros par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde de 13 513.08 euros en report à nouveau.

Bénéfice net de l'exercice	5 393 445.87
Report à nouveau antérieur	10 259.50
Total	5 403 705.37
Dotation à la réserve légale	269 672.29
Dividende	5 120 520
Report à nouveau	13 513.08
Total	5 403 705.37

Il est rappelé que BNP Paribas Public Sector a procédé au titre de l'exercice 2012 à la distribution d'un dividende global de 6 274 440 euros, soit un dividende net unitaire de 2.61 euros par action ordinaire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, est joint au présent rapport, le tableau faisant apparaître les résultats de notre Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

II - SITUATION FINANCIERE ET RATIOS PRUDENTIELS

Au 31 décembre 2013, les fonds propres de la Société, y compris le résultat de l'exercice, hors emprunts subordonnés, s'établissent à 31 104 189 euros.

Pour mémoire, sur demande de BNP Paribas, BNP Paribas Public Sector SCF a obtenu de l'Autorité de Contrôle Prudentielle l'exemption de surveillance prudentielle sur base individuelle en application de l'article 4.1 du règlement n° 2000-03 de l'ancien Comité de la réglementation bancaire et financière, à compter de mai 2009. BNP Paribas Public

Sector SCF se trouve par conséquent depuis cette date, dans le périmètre de consolidation prudentielle de BNP Paribas.

Il convient également de rappeler que dans ce cadre et sans remettre en cause l'exemption dont bénéficie à ce jour BNP Paribas Public Sector SCF au titre des dispositions de l'article 4.1 du règlement n° 2000-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, en application des dispositions de l'article L. 612-24 du Code monétaire et financier, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a demandé, depuis le 30 juin 2011 à notre Société de transmettre à son Secrétariat de Général pour information les états réglementaires (individuels) relatifs au calcul du ratios de solvabilité et au contrôle des grands risques.

III - ENDETTEMENT

Nous rappelons que la capacité d'endettement de la société est statutairement limitée: elle ne peut s'endetter globalement que sous forme d'Obligations Foncières, d'emprunts bénéficiant du privilège légal et d'emprunts subordonnés et d'emprunts relais. Ces derniers ont pour objet de financer l'acquisition de créances dans l'attente d'une nouvelle émission et sont remboursés grâce au produit des émissions. En outre, ses statuts nous contraignent d'imposer des clauses de « limitation du droit au recours » à toutes nos contreparties.

Par ailleurs, la capacité d'emprunt de BNP Paribas Public Sector SCF est tributaire du respect des ratios prudentiels imposés par la réglementation en vigueur.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES ET DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

I - RISQUE DE CREDIT

Les facteurs de risques donnés ci-dessous ne sont pas exhaustifs. La plupart de ces facteurs sont liés à des événements qui peuvent ou non se produire. BNP Paribas Public Sector SCF n'est pas en mesure d'exprimer un avis sur la probabilité de survenance de ces événements.

✦ Ratio de couverture

BNP Paribas Public Sector SCF respectera les règles de surdimensionnement prévues par l'article L. 513-12 du Code monétaire et financier et l'article 6 du Règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière (« CRBF ») n°99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier modifié (le « Règlement n°99-10 »), en application desquelles un ratio de couverture des ressources privilégiées par les éléments supérieurs à 102% doit être maintenu comme étant, dans les conditions suivantes :

- Le dénominateur de ce ratio de couverture est constitué par les Obligations Foncières ainsi que toutes les autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 513-11 du Code monétaire et financier, y compris les dettes rattachées à ces éléments et les dettes résultant des frais annexes mentionnés au troisième alinéa du même article, les sommes dues, le cas échéant, au titre du contrat de gestion ou de recouvrement prévu à l'article L. 513-15 du même code ;
- Le numérateur du ratio est constitué par l'ensemble des éléments d'actif (à savoir les expositions sur personnes publiques acquises par la Société en garantie de prêts à -terme ou par cession vente ou par tous autres modes prévus) qui seront affectés des pondérations suivantes :
 - 0%, 50% ou 100% pour les prêts cautionnés et les parts ou titres émis par des organismes de titrisation selon les conditions de notation fixées en annexe du Règlement CRBF n°99-10;
 - 0% pour les éléments qui sont déduits des fonds propres conformément au Règlement CRBF n°90-02 du 23 février 1990 relatif aux fonds propres modifié (le « **Règlement n°90-02** ») ;
 - 50% pour les immobilisations résultant de l'acquisition des immeubles au titre de la mise en jeu d'une garantie ;
 - 100% pour les titres et valeurs sûres et liquides ;
 - 100% pour les autres éléments d'actif éligibles à hauteur de la partie éligible au refinancement.

Pour les besoins du programme, le taux de surdimensionnement (à savoir, la valeur comparée de l'encours en principal total des obligations foncières et de l'encours en principal total des Expositions) a été déterminé en accord avec les agences de notation dans une démarche qui tient compte du risque de défaut du débiteur, mais aussi des taux de défaut et de recouvrement des expositions sur personnes publiques.

BNP Paribas Public Sector SCF s'engage (i) à se conformer aux critères d'éligibilité applicables aux expositions sur personnes publiques en conformité avec les textes applicables évoqués ci-dessus et (ii) à maintenir un surdimensionnement dont le taux a été négocié avec les agences de notation.

Standard & Poor's Rating Services et Fitch Ratings ont eu des démarches différentes pour la modélisation permettant de déterminer le taux de surdimensionnement.

Les démarches ont tenu compte à la fois du risque de défaut des entités concernées du Groupe BNP Paribas, ainsi que des taux de défaut et de recouvrement des expositions sur personnes publiques.

Au 31 décembre 2013, le ratio de couverture était de 132,68 %.

✦ Risque sur les entités BNP Paribas

Le mécanisme utilisé en vue de consentir ou acquérir les expositions sur personnes publiques, en l'occurrence par le transfert par voie de bordereau conformément à l'article L. 513-13 du Code monétaire et financier, permettront à BNP Paribas Public Sector SCF, en cas de défaut de BNP Paribas SA, de conserver la propriété des créances donnant naissance aux expositions sur personnes publiques et/ou aux flux de recouvrement générés par ces créances et ce y compris en cas d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre de la BNP Paribas.

A ce stade BNP Paribas Public Sector SCF ne propose l'acquisition d'expositions sur personnes publiques ou l'octroi de prêts à terme qu'à BNP Paribas. En conséquence, le coût du risque de crédit de BNP Paribas Public Sector SCF est estimé comme étant nul dès lors que BNP Paribas jouit actuellement d'une excellente notation de la part des agences de notation. En effet, la dette moyen long terme de BNP Paribas est de A2 par Moody's, A+ par S&P et A+ par Fitch.

✦ Risque sur les débiteurs

1 - Il convient de souligner que malgré un objet social large conformément aux possibilités attribuées par les dispositions des articles L. 513-2 et suivants du Code monétaire et financier, BNP Paribas Public Sector SCF a volontairement souhaité limiter ses activités au financement ou à l'acquisition d'exposition sur des personnes publiques. BNP Paribas Public Sector SCF s'est engagé vis-à-vis de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution à se conformer à une telle restriction et, en conséquence, n'est pas autorisé et n'a pas l'intention de refinancer de l'immobilier résidentiel.

Par ailleurs, les personnes publiques auxquelles BNP Paribas Public Sector SCF est exposée in fine, directement ou par le biais d'une garantie, bénéficient des meilleures notations.

2 - Dans le cadre de la convention de recouvrement, BNP Paribas a été désigné par BNP Paribas Public Sector SCF, afin d'administrer et recouvrer, pour son compte, conformément à l'article L. 513-15 du Code monétaire et financier, les actifs cédés à BNP Paribas Public Sector SCF.

Dans l'hypothèse où une procédure du livre VI du Code de commerce serait ouverte à l'encontre de BNP Paribas, un arrêt des paiements, conformément aux dispositions relatives aux procédures collectives (de droit français) empêcherait BNP Paribas Public Sector SCF de recouvrer les sommes dues au titre des actifs cédés du portefeuille auprès de BNP Paribas, dans la mesure où ces sommes ne seraient pas individualisées par rapport aux autres fonds appartenant à BNP Paribas.

Afin d'éviter ce risque de confusion ou « *commingling risk* », BNP Paribas Public Sector SCF bénéficie d'un engagement de la part de BNP Paribas de lui verser un certain montant à chaque date d'encaissement suivant la dégradation de la notation à court terme de la dette chirographaires, non bénéficiaires de garanties personnelles ou réelles de BNP Paribas en deçà des seuils suivants : A-1 pour S&P, P-1 pour Moody's ou F1 pour Fitch (ou tout autre notations minimum respectant les critères de méthodologie des agences de notation afin de maintenir la notation des obligations foncières) en créditant un compte nanti tel que désigné par BNP Paribas Public Sector SCF, comme sûreté de ses engagements, au titre de la convention de gestion et recouvrement.

Un tel gage espèce est octroyé conformément à l'article L. 211-38 et suivant du Code monétaire et financier.

Toutes sommes demeurant au crédit du compte de nanti après remboursement complet des engagements de la convention de gestion et de recouvrement devront être rétrocédées dans les meilleurs délais à BNP Paribas.

✦ Risque au regard de l'investissement des fonds propres de la Société

BNP Paribas Public Sector SCF n'encourra pas de risque de crédit s'agissant de l'investissement de ses fonds propres (en dépôts à terme ou autres) dès lors que les seuls instruments auxquels BNP Paribas Public Sector SCF sera autorisée à recourir à cet effet devront obligatoirement permettre un adossement (direct ou indirect) exact du risque encouru par BNP Paribas Public Sector SCF.

Dans la mesure où il y a aura réinvestissement des instruments financiers ou transfert des dépôts à terme (dans lesquels sont investis les fonds propres) auprès d'émetteur ou d'un dépositaire présentant une notation minimum requise, le risque sera considérablement atténué.

II - RISQUE DE TAUX, DE CHANGE ET RISQUE DE MARCHE

BNP Paribas Public Sector SCF pourra émettre des obligations foncières à taux fixe ou variable, en euros ou autres devises.

BNP Paribas Public Sector SCF ne doit assumer aucun risque de change et aucun risque de taux, et pratique donc une couverture quasi-systématique des nouvelles opérations (achat d'un nouveau portefeuille de créances, nouvelle émission) par des swaps de devise et des swaps de taux :

- L'ensemble des créances clientèle à taux fixe et la majorité des créances à taux révisable sur des index à 3 ou 6 mois sont swappés contre Euribor 1 mois.
- Les émissions d'obligations foncières, qui sont le plus souvent à taux fixe, sont swappées contre Euribor 1 mois.
- Les emprunts relais de BNP Paribas Public Sector SCF qui lui servent à refinancer l'achat de portefeuilles d'actifs dans l'attente de la prochaine émission d'obligations foncières, sont également indexés sur Euribor 1 mois.
- Le cash en provenance des remboursements clientèle est utilisé régulièrement pour rembourser les emprunts relais ou est laissé à court terme sur le compte courant cash de BNP Paribas Public Sector SCF.

Le seul risque de taux est donc un risque sur les « *fixings* », mais ce risque est très limité car il s'étend sur une période de moins d'un mois et de façon marginale sur une période de quelques mois grâce à notre choix d'indexer la plupart des actifs et les passifs sur Euribor 1 mois.

III - RISQUE DE LIQUIDITE

A partir du constat que la maturité et le profil d'amortissement des actifs éligibles constitués par les expositions sur les personnes publiques ne coïncident pas avec ceux des Obligations Foncières, il est potentiel que soit créé un besoin de liquidité au niveau de BNP Paribas Public Sector SCF.

Afin de pouvoir répondre à ce besoin, la Société bénéficie d'un engagement de la part de BNP Paribas, en application de la convention de gestion et de recouvrement (« *Master Servicing Agreement* »), par lequel BNP Paribas s'engage à procéder à l'avance des sommes à recouvrer pour un montant correspondant aux échéances qui devront être payées par BNP Paribas Public Sector SCF lors de la prochaine date d'échéance d'une série d'Obligations Foncières donnée.

Toutes les sommes recouvrées par BNP Paribas en tant que mandataire au recouvrement relativement aux expositions sur les personnes publiques doivent servir à désintéresser BNP Paribas au titre des avances qu'elle a effectué au bénéfice de BNP Paribas Public Sector SCF.

IV - RISQUE OPERATIONNEL

Une convention de « mise à disposition de moyens » conclue avec BNP Paribas permet de limiter les risques opérationnels de BNP Paribas Public Sector SCF car BNP Paribas met à disposition tous les moyens humains et techniques nécessaires à la poursuite des activités de la Société notamment des moyens informatiques, de secrétariat juridique, de contrôle interne permanent et périodique et de déontologie. Etant donné les ressources très conséquentes de BNP Paribas, les risques opérationnels de la Société sont minimes.

Par ailleurs, pour mémoire le seuil d'alerte concernant le risque d'incident opérationnel, compte tenu des particularités de cette filiale, notamment par rapport à l'organisation et les moyens du contrôle interne qui sont ceux du Métier ALM Treasury (c'est le cas en particulier du dispositif de Contrôle Permanent et de gestion du Risque Opérationnel qui sont intégrés dans ceux du Métier ALM Treasury) a été modifié sur la base de la procédure établie par la Conformité Groupe-2OPC, et dans une approche conservatrice et prudente. Pour l'exercice 2013, sur la base du PNB 2013 et compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2012, le seuil a été ajusté à la baisse pour les cas de fraude à 175 000 euros et est resté inchangé à 1 million d'euros pour les autres cas, lors du conseil d'administration du 26 mars 2013 et ensuite à l'Assemblée Générale du 5 avril 2013 (pour approbation des seuils).

Les seuils pour l'exercice 2014, sur la base du PNB de l'exercice 2013 et compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2013, sera ajusté à la baisse à 125 000 euros pour les cas de fraude et reste inchangé à 1 million d'euros pour les autres cas. Ces seuils seront présentés pour approbation lors du Conseil d'Administration du 26 mars 2014 avec le rapport annuel sur la mesure et la surveillance des risques, et ensuite à l'Assemblée Générale annuelle du 29 avril 2014.

V - RISQUE JURIDIQUE

La structuration de la transaction a fait l'objet des conseils donnés par un cabinet d'avocats de premier plan, le cabinet Allen & Overy. Par ailleurs, le risque juridique des opérations de BNP Paribas Public Sector SCF a été, lors du lancement du programme, très largement analysé tant en interne que par les agences de notation (et leurs propres cabinets conseils). Une équipe de juristes spécialisés de BNP Paribas, associée au cabinet Allen & Overy, participe activement aux opérations de BNP Paribas Public Sector SCF.

* * *

Par ailleurs, notons qu'il n'existe pas à la date de dépôt du présent document, de faits exceptionnels ou de litiges ayant eu dans un passé récent - ou susceptibles d'avoir - une incidence significative.

* * *

De même, à cette date, aucune procédure judiciaire, fiscale ou réglementaire susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière et le patrimoine de la société n'est en cours.

CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Les dispositions de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010 ne sont pas directement applicables à la société. En effet, la société ne dispose ni d'effectifs, ni de moyens propres, et repose sur ceux mis à sa disposition par sa société mère, BNP Paribas.

Les informations sociales, environnementales et sociétales pour le groupe BNP Paribas sont disponibles dans son dernier document de référence publié :

<http://invest.bnpparibas.com/pid5857/documents-reference.html#nohref>

LISTE ET RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS, DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DU CONTROLEUR SPECIFIQUE

Relativement à l'application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance que les mandataires sociaux n'ont bénéficié ni de rémunération ni d'avantage d'une quelconque nature de la part de BNP Paribas Public Sector SCF. Certains mandataires sociaux exercent leur activité principale en tant que salariés de BNP Paribas, société qui contrôle BNP Paribas Public Sector SCF; ils reçoivent à ce titre une rémunération et des avantages que BNP Paribas ne communique pas à ses filiales, conformément à sa politique interne relative aux salariés qui n'exercent pas de mandats sociaux en son sein.

Aucun plan d'options (options d'achat ou options de souscription) n'a été mis en place au sein de notre Société.

Par ailleurs au regard de l'instruction de l'ACPR n° 2012-I-05 relative à la collecte d'informations sur les rémunérations, à laquelle BNP Paribas Public Sector SCF est assujettie en tant qu'établissement de crédit, la société a envoyé les déclarations (annexe 3) relatives à l'exercice 2012 à l'ACPR, et ces déclarations sont en cours d'établissement pour l'exercice 2013.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom, prénom	Fonctions
<p>M. Jean-Louis GODARD, en qualité de représentant permanent de BNP PARIBAS S.A.</p>	<p>Président du Conseil d'administration</p> <p>Jean-Louis Godard exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de Responsable de ALM Groupe.</p> <p>Autres mandats sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Administrateur de BNP Paribas Home Loan SFH - Administrateur d'EuroTitrisation ;
<p>Mme Valérie BRUNERIE</p>	<p>Directeur Général</p> <p>Mme. Valérie BRUNERIE, exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de responsable du financement et de la titrisation au sein de l'ALM Groupe.</p> <p>Autres mandats sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présidente conseil d'administration de BNP Paribas Home Loan SFH ; - Représentant permanent de BNP Paribas SA, administrateur au Conseil d'administration de la Société de Financement de l'Economie Française ; et - Représentant permanent de BNP Paribas SA, administrateur au Conseil d'administration de la Caisse de Refinancement de l'Habitat. <p><u>Représentant légal vis-à-vis autorités de tutelle</u></p>
<p>M. Laurent CHOURAKI</p>	<p>M. Laurent CHOURAKI, exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de Deputy Head of CIB » et « Head of CIB Functions ».</p> <p>Autres mandats sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Administrateur de BNP Paribas Securities (Japan) Limited- Administrateur de BNP Paribas North America, Inc

<p>M. Clément REBERIOUX en qualité de représentant permanent de BNP PARIBAS S.A.</p>	<p>Administrateur</p> <p>M. Clément REBERIOUX exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de membre de l'équipe ALM - Moyen-Long Terme.</p> <p>Autre mandat social : - Administrateur de BNP Paribas Home Loan SFH</p>
<p>M. Bertrand D'HEUCQUEVILLE</p>	<p>Administrateur</p> <p>M. Bertrand D'HEUCQUEVILLE, exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de responsable de secteur dans le pôle financement Aéronautique.</p> <p>Autre mandat social : - Représentant permanent de Finaéro dans le GIE KF Aéro.</p>
<p>M. Jean-Gil SABY</p>	<p>Administrateur</p> <p>M. Jean-Gil SABY exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A la fonction de responsable de l'entité « Governance Standards & Systems »</p> <p>Aucun autre mandat social.</p>
<p>Mme Florence FAVIER</p>	<p>Administrateur</p> <p>Mme. Florence FAVIER, exerce par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A. la fonction de responsable de Export Finance Americas.</p> <p>Aucun autre mandat social.</p>
<p>M. Alexis LATOUR</p>	<p>Administrateur</p> <p>Alexis LATOUR est par ailleurs au sein de BNP Paribas S.A, CIB Legal, responsable de l'équipe juridique Funding et Titrisation.</p> <p>Autres mandats sociaux : - Administrateur de BNP Paribas Home Loan SFH - Membre du Conseil de Surveillance de Louis Latour S.A</p>

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires	Commissaires aux comptes suppléants
<p style="text-align: center;">PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex Associé : M. Laurent TAVERNIER</p>	<p style="text-align: center;">Mme Anik Chaumartin 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex</p>
<p style="text-align: center;">Deloitte & Associés 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly sur Seine Cedex Associée : Mme Sylvie BOURGUIGNON</p>	<p style="text-align: center;">BEAS 195 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly sur Seine Cedex Mme. Mireille BERTHELOT</p>

La rémunération des commissaires aux comptes est estimée pour l'exercice 2013 à 52 000 euros HT.

CONTROLEUR SPECIFIQUE

Contrôleur Spécifique titulaire	Contrôleur Spécifique suppléant
<p style="text-align: center;">Fides Audit 52 rue de la Boétie 75008 Paris Associé : M. Stéphane MASSA</p>	<p style="text-align: center;">MBV & ASSOCIES 7 rue de Madrid 75008 PARIS Associée : Mme Martine LECONTE</p>

La rémunération effective du contrôleur spécifique est estimée pour l'exercice 2013 à 50 000 euros HT.

**PROPOSITIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES**

Mesdames et Messieurs, les actionnaires

Nous vous proposons d'approuver les comptes de l'exercice 2013 faisant ressortir bénéfice net après impôt de 5 393 445.87 euros. Il est proposé à l'assemblée générale d'affecter le résultat de la manière suivante :

- doter la réserve légale de 269 672.29 euros, la portant ainsi à 1 930 155.78 euros (en application de l'article L. 232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 5 120 520 euros, soit un dividende net unitaire de 2.13 euros par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde de 13 513.08 euros en report à nouveau.

Bénéfice net de l'exercice	5 393 445.87
Report à nouveau antérieur	10 259.50
Total	5 403 705.37
Dotation à la réserve légale	269 672.29
Dividende	5 120 520
Report à nouveau	13 513.08
Total	5 403 705.37

Il est rappelé que BNP Paribas Public Sector a procédé au titre de l'exercice 2012 à la distribution d'un dividende global de 6 274 440 euros, soit un dividende net unitaire de 2.61 euros par action ordinaire.

**PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTEES A L'ASSEMBLEE
GENERALE ORDINAIRE DU 29 AVRIL 2014**

I. PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes décide d'approuver les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013 tels qu'ils ont été arrêtés et présentés, lesquels font apparaître un bénéfice d'un montant de 5 393 445.87 euros.

Elle approuve également les opérations figurant dans ces comptes ou dans ces rapports. En conséquence l'assemblée donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution est.

II. SECONDE RESOLUTION

L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat comme suit :

- doter la réserve légale de 269 672.29 euros, la portant ainsi à 1 930 155.78 euros (en application de l'article L. 232-10 du Code de commerce, un vingtième du bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures) ;
- distribuer un dividende global de 5 120 520 euros, soit un dividende net unitaire de 2.13 euros par action ordinaire au nominal de 10 euros ; et
- porter le solde de 13 513.08 euros en report à nouveau.

Bénéfice net de l'exercice	5 393 445.87
Report à nouveau antérieur	10 259.50
Total	5 403 705.37
Dotation à la réserve légale	269 672.29
Dividende	5 120 520
Report à nouveau	13 513.08
Total	5 403 705.37

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, Il est rappelé que BNP Paribas Public Sector a procédé au titre de l'exercice 2012 à la distribution d'un dividende global de 6 274 440 euros, soit un dividende net unitaire de 2,61 euros par action ordinaire.

Cette résolution est.

III. TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, et les conventions qui n'ont pas pu faire l'objet d'une autorisation préalable, conformément à l'article L. 225-42 du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport ainsi que les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution est.

IV. QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires et connaissance prise du rapport du Conseil d'administration décide de nommer, sous réserve de l'avis préalable favorable de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution :

Le cabinet Pricewaterhousecoopers Audit, situé au 63 rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, et représenté par M. Laurent TAVERNIER, et en qualité de commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le Commissaire aux comptes titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de ce dernier, M. Jean-Baptiste Deschryver. La durée des fonctions du cabinet Pricewaterhousecoopers expirera à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos de 2019, en 2020.

Cette résolution est.

V. CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original d'une copie ou d'un extrait du procès verbale de la présente assemblée afin d'accomplir toutes formalités qui s'avéreront nécessaires.

Cette résolution est.

Fait à Paris, le 26 mars 2014

Le Directeur Général

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2013

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Actionnaires
BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF
1, boulevard Haussmann
75009 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.
- la sincérité des informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur. Nous attirons votre attention sur les raisons exposées dans le rapport de gestion pour lesquelles votre société ne dispose pas d'informations relatives aux rémunérations et avantages versés par la société contrôlante aux mandataires sociaux de votre société qui ne sont pas en même temps mandataires sociaux de la société contrôlante.

Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

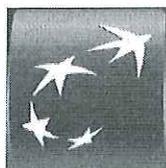


Laurent Tavernier

Deloitte & Associés



Sylvie Bourguignon



BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

ETATS FINANCIERS DE BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2013

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 24.040.000 euros
Siège social : 1, Boulevard Haussmann - 75009 Paris
433 932 811 RCS Paris

SOMMAIRE

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat au 31 décembre 2013	3
Bilan au 31 décembre 2013	4
1 - Résumé des principes comptables appliqués par BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF	5
2 - Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2013	8
2a - Marge d'intérêts	8
2b - Commissions	8
2c - Charges générales d'exploitation	9
2d - Impôt sur les bénéfices	9
3 - Notes relatives au bilan au 31 décembre 2013	10
3a - Créances et dettes envers les établissements de crédits	10
3b - Opérations avec la clientèle	10
3c - Obligations et autres titres à revenu fixe	10
3d - Autres actifs et passifs	11
3e - Comptes de régularisation	11
3f - Dettes représentées par un titre	11
3g - Dettes Subordonnées	12
4 - Informations complémentaires	13
4a - Evolution du capital en Euros	13
4b - Variation des capitaux propres	13
4c - Notionnel des instruments financiers	13
4d - Informations sur les postes du hors-bilan	13
4e - Echéance des emplois et des ressources	14

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

En euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts et produits assimilés	2.a	46 775 169	58 991 209
Intérêts et charges assimilées	2.a	(37 899 472)	(49 769 059)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 100 000	1 100 000
Commissions (charges)	2.b	(2 461 035)	(3 066 949)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		136 008	24 460
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		1	102 370
Autres charges d'exploitation bancaire		(922)	(1 150)
PRODUIT NET BANCAIRE		7 649 749	7 380 880
Frais de personnel		-	-
Autres frais administratifs	2.c	(766 815)	(718 200)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses		(30 450)	(236 563)
Reprises de dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses		134 688	1 263 791
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		6 987 173	7 689 909
Coût du risque			
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 987 173	7 689 909
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Dotations nettes aux provisions réglementées		-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		6 987 173	7 689 909
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	(1 593 727)	(1 079 409)
RESULTAT NET		5 393 446	6 610 500

BILAN au 31 décembre 2013

En euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF			
Caisse, banques centrales et CCP			-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	1 512 958 635	685 711 264
Opérations avec la clientèle	3.b	3 371 084 603	3 755 750 244
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.c	466 256 580	284 605 666
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme		16 000	12 000
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.d	103 857	1 482 518
Comptes de régularisation	3.e	126 762 247	95 824 617
TOTAL ACTIF		5 477 181 922	4 823 386 309
PASSIF			
DETTES			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 247 076 522	457 338 512
Opérations avec la clientèle	3.b		
Dettes représentées par un titre	3.f	4 073 523 973	4 073 539 692
Autres passifs	3.d	165 576	-
Comptes de régularisation	3.e	60 143 426	195 358 097
Provisions pour risques et charges		-	-
Dettes subordonnées	3.g	65 168 236	65 164 824
TOTAL DETTES		5 446 077 733	4 791 401 126
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	4.b		
Prime d'émission	4.a	24 040 000	24 040 000
Réserves		1 660 483	1 329 959
Report à nouveau		10 260	4 725
Résultat de l'exercice		5 393 446	6 610 500
TOTAL CAPITAUX PROPRES		31 104 189	31 985 183
TOTAL PASSIF		5 477 181 922	4 823 386 309
HORS BILAN			
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres		-	-
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	3 348 412 593	3 784 303 424
Engagements sur titres			

1. RESUME DES Principes comptables APPLIQUES PAR BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés financières.

Le compte de résultat au 31 DECEMBRE 2013 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 DECEMBRE 2012.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent essentiellement des crédits à l'exportation et de prêts à la clientèle financière garantis par des personnes publiques auxquelles s'ajoutent des créances aux collectivités locales. Elles sont ventilées en créances commerciales, autres crédits et crédits à l'équipement.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les surcotes/décotes correspondant à la différence entre la valeur nominale et le prix d'achat sont lissées linéairement sur la durée restant à courir des créances.

Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : il s'agit essentiellement des obligations foncières.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du résultat.

Les primes d'émission ou le remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments.

Les produits et charges constatés d'avances liés aux soultes de swaps ainsi que les intérêts et produits à recevoir rattachés aux swaps sont présentés au bilan dans les comptes de régularisation par compensation de devises.

➤ **Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture**

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

Opérations en devises

Les créances, dettes, engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des instruments financiers enregistrés au hors-bilan, pour lesquels l'écart est conservé dans un compte de régularisation.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Le résultat mensuel en devises est partiellement couvert à hauteur du montant de résultat mensuel déterminé selon le référentiel IFRS. La part non couverte génère un gain ou une perte de change en résultat.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Informations relatives aux transactions entre parties liées

Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations du CRC 2010-04 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables

Régime d'intégration fiscale

BNP PARIBAS Public Sector SCF est intégrée au Groupe Fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS SA.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

2.a MARGE D'INTERETS

BNP Paribas Public Sector SCF présente sous les rubriques " Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées" la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti. Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

En euros	31/12/2013		31/12/2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 029 209	(2 328 324)	2 886 349	(3 561 470)
Comptes à vue, prêts et emprunts	1 029 209	(2 328 324)	2 886 349	(3 561 470)
Clientèle	44 146 188	-	55 567 912	-
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	44 146 188		55 567 912	
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 599 772	-	536 948	
Titres de placement	1 599 772		536 948	
Dettes représentées par un titre	-	(35 571 148)	-	(46 207 589)
Obligations Foncières		(34 602 942)		(44 899 621)
Dettes Subordonnées à terme		(968 206)		(1 307 968)
Produits et charges d'intérêts	46 775 169	(37 899 472)	58 991 209	(49 769 059)

2.b COMMISSIONS

En euros	31/12/2013		31/12/2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)
Opérations sur titres	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)
Produits et charges de commissions	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)

2.c CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Autres frais administratifs	(766 815)	(718 200)
Rémunération d'intermédiaires	(473 923)	(673 061)
Divers services extérieurs		
Impôts et taxes	(292 892)	(45 138)
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Charges d'exploitation	(766 815)	(718 200)

2.d IMPOT SUR LES BENEFICES

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Impôts courants de l'exercice	(1 593 727)	(1 079 409)
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Impôt sur les bénéfices	(1 593 727)	(1 079 409)

3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2013

3.a CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Prêts et créances	1 512 958 635	685 711 264
Comptes ordinaires débiteurs	508 761 641	480 409 858
Comptes à terme et prêts	1 004 196 994	205 301 406
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 512 958 635	685 711 264
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>857 378</i>	<i>325 935</i>
En euros	31/12/2013	31/12/2012
Dettes et emprunts	1 247 076 522	457 338 512
Comptes ordinaires créditeurs	156 108	34 814
Emprunts à terme	1 246 920 414	457 303 698
Dettes envers les établissements de crédit	1 247 076 522	457 338 512
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>125 114</i>	<i>42 698</i>

3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Prêts et créances	3 371 084 603	3 755 750 244
Autres crédits à la clientèle	3 371 084 603	3 755 750 244
Opérations avec la clientèle - Actif	3 371 084 603	3 755 750 244
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>14 813 463</i>	<i>17 422 529</i>

3.c OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Valeur brute	461 646 390	281 553 550
Provision	(132 324)	(236 563)
Créances rattachées	4 742 515	3 288 679
Obligations et autres titres à revenu fixe	466 256 580	284 605 666

3.d AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Autres actifs divers	103 857	1 482 518
Autres Actifs	103 857	1 482 518
Autres passifs divers	165 576	
Autres Passifs	165 576	-

3.e COMPTES DE REGULARISATION

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Produits à recevoir	65 384 919	70 054 132
Autres comptes de régularisation débiteurs	19 172 351	25 770 484
<i>dont Charges à répartir</i>	<i>9 828 591</i>	<i>12 930 771</i>
<i>dont Charges constatées d'avance</i>	<i>9 343 760</i>	<i>12 839 714</i>
Réévaluation des instruments dérivés et de change	42 204 977	
Comptes de régularisation - actif	126 762 247	95 824 617
Charges à payer	10 774 119	18 096 278
Autres comptes de régularisations créditeurs	49 369 307	17 581 492
Réévaluation des instruments dérivés et de change		159 680 327
Comptes de régularisation - passif	60 143 426	195 358 097

3.f DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	4 000 000 000	4 000 000 000
<i>dettes rattachées</i>	73 523 973	73 539 692
Dettes représentées par un titre	4 073 523 973	4 073 539 692

.g DETTES SUBORDONNÉES

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Dettes subordonnées remboursables	65 000 000	65 000 000
<i>Dettes rattachées</i>	168 236	164 824
Dettes subordonnées	65 168 236	65 164 824

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.a EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	31/12/2013			31/12/2012		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	2 404 000	10	24 040 000	2 404 000	10	24 040 000
A la clôture	2 404 000	10	24 040 000	2 404 000	10	24 040 000

4.b VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2012	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2013
Capital	24 040			24 040
Primes démission				
- Réserve légale (1)	1 330	330		1 660
- Réserves statutaires et contractuelles	-			-
- Réserves règlementées plus-values long terme	-			-
- Autres Réserves	-			-
Ecart de réévaluation	-			-
Report à nouveau	5	5		10
Résultat de l'exercice	6 610	5 393	(6 610)	5 393
Capitaux propres	31 985	5 728	(6 610)	31 103

(1) reclassement des autres réserves en réserve légale

4.c NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces intruments

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Instruments dérivés de cours de change	2 416 097 710	2 726 950 726
Instruments dérivés de taux d'intérêt	8 533 672 820	8 174 343 076
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	10 949 770 530	10 901 293 803

4.d INFORMATIONS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Clientèle		
Coface	1 157 024 957	1 050 490 750
Euler Hermes KreditVersi	1 086 476 452	1 327 398 335
Export CT guarantee dept	446 980 637	547 107 555
Export import BK OF US	654 311 896	859 306 785
EKF DENMARK	3 618 652	
Engagements de garantie reçus	3 348 412 593	3 784 303 424

4.e ECHEANCE DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En milliers d'euros	Opérations		Durée restant à courir			Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
EMPLOIS						
Créances sur les établissements de crédit	508 762	942 484	8 139	41 652	11 922	1 512 959
créances à vue	508 762					508 762
créances à terme	0	942 484	8 139	41 652	11 923	1 004 198
Opérations avec la clientèle	0	149 272	500 229	1 938 775	782 809	3 371 085
Obligations et autres titres revenu fixe			321 356	95 103	49 798	466 257
RESSOURCES						
Dettes envers les établissements de crédit	281	981 415	265 381			1 247 077
Dettes représentées par un titre	73 524		1 000 000	2 000 000	1 000 000	4 073 524
Dettes subordonnées	168				65 000	65 168

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société Anonyme

1, Boulevard Haussmann
75009 Paris

**Rapport spécial
des Commissaires aux Comptes
sur les conventions et engagements
réglementés**

Assemblée Générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2013

PricewaterhouseCoopers
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société Anonyme
1, Boulevard Haussmann
75009
Paris

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés de l'amendement des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

- **Convention cadre de placement des Obligations Foncières** («*Programme Agreement*») entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant qu'«*Arrangeur*» et «*Permanent Dealer*» conclue le 9 mars 2009 et amendée le 2 septembre 2010, le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et ne bénéficiant pas de rémunération au titre de l'exercice 2013.
- **Convention d'agent payeur des sommes dues au titre des Obligations Foncières** («*Agency Agreement*»), entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant que «*Calculation Agent*» et BNP Paribas Securities Services en tant que «*Fiscal Agent, Principal Paying Agent, Redenomination Agent*» et «*Registration Agent*» conclue le 9 mars 2009 et amendée le 2 septembre 2010 et le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 1 000 euros.
- **Contrats cadre d'acquisition des actifs éligibles** («*Master Sale Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que cessionnaire ou «*Purchaser*», et BNP Paribas S.A, en tant que cédant «*French Seller*» et sa succursale de New York en tant que «*U.S. Seller*» conclu le 30 janvier 2009 et amendé le 9 mars 2009, le 1^{er} décembre 2009 et amendé le 8 avril 2013. BNP Paribas ne bénéficiant pas de rémunération au titre de l'exercice 2013.
- **Contrat cadre de gage espèces** («*Cash Collateral Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant que «*Cash Collateral Provider*» conclu le 19 février 2009 et amendé le 2 septembre 2010, le 14 février 2012, le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération qui est comprise dans la rémunération globale prévue dans la Convention de Mise à Disposition de moyens.
- **Conventions de place relatives aux instruments de couverture de taux et/ou de change** («*Hedging Agreement*») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant qu'apporteur de couverture, conclues les 27 mars 2009, en ce qui concerne l'*ISDA Master Agreement*, le *Schedule to the Master Agreement* et le *Election and Variables to the ISDA Credit Support Annex* et les confirmations, signées le 4 juin 2009, et le 16 juin 2009 et amendées le 14 février 2012 et le 10 janvier 2013 et bénéficiant d'une rémunération qui est comprise dans la rémunération globale prévue dans la Convention de Mise à Disposition de Moyens.

- **Convention de gestion de comptes bancaires** (« *Issuer Accounts Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité d'« *Accounts Bank* » conclue le 19 février 2009 et amendée le 14 février 2012 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 909 euros.
- **Convention de gestion de trésorerie** (« *Cash Management Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité de « *Cash Manager* » conclue le 19 février 2009 et amendée le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle de 0.001% (dans la limite de 30 000 euros) du montant principal restant dû, cette commission s'élève à 30 000 euros pour l'exercice 2013.
- **Conventions de prêts relais** (« *Subordinated Bridge Loan Agreements* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'emprunteur, et BNP Paribas S.A, en tant que prêteur, qui ont respectivement été conclues :
 - le 25 février 2013 (pour un montant de 123 660 400 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 29 bp) ;
 - le 25 septembre 2013 (pour un montant de 231 415 200 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 37 bp) ;
 - le 27 décembre 2013 (pour un montant de 123 480 100 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 26,5 bp) ;

Les rémunérations au titre des conventions de prêt relais représentent 549 274 euros au titre de l'exercice 2013.

L'ensemble de ces conventions concernent BNP Paribas S.A en tant qu'administrateur et actionnaire détenant plus de 10% du capital de BNP Paribas Public Sector SCF.

Conventions non autorisées préalablement

En application des articles L. 225-42 et L. 823-12 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

- **Convention de gestion et de recouvrement** (« *Master Servicing Agreement* ») conformément aux dispositions des articles L. 515-22 et suivants du Code Monétaire et Financier entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et, BNP Paribas S.A, en tant que mandataire, conclue le 30 janvier 2009 et amendée le 1er décembre 2009, le 2 septembre 2010, le 14 février 2012, le 10 janvier 2013 et le 8 avril 2013 et bénéficiant d'une rémunération annuelle de 0,02% par an (augmentée, le cas échéant, de la TVA y afférente) de l'encours en principal, à cette date, des Prêts Sous-Jacents au titre des Actifs Administrés (excluant tout Actif Administré Défaillant) dont la gestion est assurée par ledit Gestionnaire conformément aux termes du présent Contrat, en rémunération des Services au titre desdits Actifs Administrés ; et de 0,05 % l'an (augmenté, le cas échéant, de la TVA y afférente) de l'encours en principal, à cette date, des Prêts Sous-Jacents au titre des Actifs Administrés Défaillants dont la gestion est assurée par ledit Gestionnaire conformément aux termes du présent Contrat, en rémunération des Services au titre desdits Actifs Administrés Défaillant et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 594 872 euros.

- **Conventions de prêts relais** (« *Subordinated Bridge Loan Agreements* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'emprunteur, et BNP Paribas S.A, en tant que prêteur, qui ont respectivement été conclues :
 - le 19 mars 2013 (pour un montant de 120 000 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 28 bp) ;
 - le 22 mars 2013 (pour un montant de 80 000 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 27 bp) ;
 - le 25 avril 2013 (pour un montant de 286 900 000 euros, et d'une durée de 6 mois calendaires prorogée de 6 mois avec une rémunération mensuelle indexée sur l'Euribor 1 mois plus une marge de 22 bp) ;

Les rémunérations au titre des conventions de prêt relais représentent 716 954 euros au titre de l'exercice 2013.

L'ensemble de ces conventions concernent BNP Paribas S.A en tant qu'administrateur et actionnaire détenant plus de 10% du capital de BNP Paribas Public Sector SCF.

Ces conventions n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable du conseil d'administration par omission.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Convention de prêt subordonné**, à durée déterminée (d'une durée de 10 ans et d'un montant 65 000 000 euros - Contrat de Prêt Subordonné Remboursable ou « *Subordinated Loan Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF et BNP Paribas S.A, en qualité de prêteur en date du 28 janvier 2009, et bénéficiant d'une rémunération trimestrielle indexée sur l'Euribor 3 mois plus une marge de 1,25 % en période normale et en cas de non remboursement anticipé par la société à l'issue de 5 années calendaires à compter de la première date de règlement, pour chaque Période d'Intérêts suivantes, le taux d'intérêt variable sera majoré de 0,50 % et sera égal à l'Euribor 3 mois plus une marge de 1,75 % et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 968 206 euros.
- **Convention de mise à disposition de moyens** entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et BNP Paribas S.A, en tant que mandataire, conclue le 30 janvier 2009 et amendée le 2 septembre 2010, et bénéficiant d'une rémunération annuelle au titre de l'exercice 2013 de 149 500 euros.

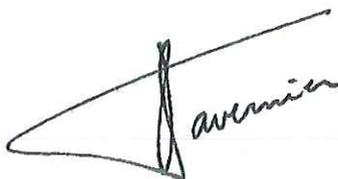
L'ensemble de ces conventions concernent BNP Paribas S.A en tant qu'administrateur et actionnaire détenant plus de 10% du capital de BNP Paribas Public Sector SCF.

Neuilly-Sur-Seine, le 28 mars 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés



Laurent TAVERNIER



Sylvie BOURGUIGNON

**RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE
GENERALE**



**BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF**

**Société anonyme au capital de 24.040.000 euros
1, Boulevard Haussmann - 75009 PARIS
433 932 811 RCS PARIS**

***RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE***

***conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce, L. 621-18-3 du Code monétaire
et financier et 222-9 du Règlement général de l'AMF***

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

I – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

Les informations fournies ci-dessous viennent en complément des éléments fournis dans le rapport de gestion conformément à l’article L.225-102-1 du Code de commerce (sur les rémunérations, les mandats et fonctions des mandataires sociaux, ...). De même, la liste nominative des administrateurs est présentée dans le rapport de gestion.

1. STRUCTURE DE GOUVERNANCE ET CONSEIL

1.1 Mode de direction choisi :

BNP Paribas Public Sector SCF est une Société anonyme (la « **Société** »). Elle est administrée par un conseil d’administration. La direction générale de la Société est assumée par un président du conseil d’administration et un directeur général.

En raison de l’application de l’article 88 alinéa 1, point e de la directive 2013/36/UE du 26 juin 2013 concernant l’accès à l’activité et la surveillance prudentielle des établissements de crédit, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2014, « le président de l’organe de direction dans sa fonction de surveillance d’un établissement ne peut pas exercer simultanément la fonction de directeur général dans le même établissement, sauf lorsqu’une telle situation est justifiée par l’établissement et approuvée par les autorités compétentes ».

Par voie de conséquence, le cumul des fonctions de président du conseil d’administration et de directeur général n’est désormais plus possible pour les établissements de crédit, BNP Paribas Public Sector SCF a donc effectué le changement de gouvernance requis, et donc dissocié les fonctions de président du Conseil d’administration et de directeur général afin de se mettre en conformité avec le texte précité, avant le 31 décembre 2013. Ce changement a été opéré lors du conseil d’administration du 19 décembre 2013.

1.2 Composition du conseil d’administration :

Conformément aux dispositions de l’article L. 225-17 du Code de commerce, le conseil d’administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, pris parmi les actionnaires, dont un président du conseil d’administration et un directeur général.

1.3 Durée du mandat :

La durée des fonctions des administrateurs nommés par l’assemblée générale ordinaire est de six années. Lorsque le Directeur Général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

1.4 Nombre minimum d'actions :

Conformément aux statuts de la Société, et aux politiques internes du groupe BNP Paribas, les administrateurs, personnes physiques, ne sont pas détenteurs d'action.

1.5 Age maximum des administrateurs :

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-dix ans révolus ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

1.6 Indépendance et diversification des membres du conseil d'administration:

L'article 13 des statuts de la société prévoit que le conseil d'administration comprendre au moins un membre indépendant. Est réputé indépendant le membre du Conseil d'Administration qui n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la Société, ses actionnaires ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement, soit en particulier le membre du conseil d'administration qui :

- n'est pas actionnaire ni de la Société (sauf pour les besoins de son action de fonction), ni d'une personne liée d'un actionnaire de la Société ;
- n'est pas salarié ou mandataire social d'un actionnaire de la Société ou d'une personne liée d'un actionnaire de la Société ; ou
- n'est pas et n'a pas été au cours des cinq (5) années précédant sa nomination, Commissaire aux Comptes d'un actionnaire de la Société ou d'une personne liée d'un actionnaire de la Société.

Au 31 décembre 2013, le conseil d'administration de la Société ne comprend pas d'administrateur indépendant. En effet, il est considéré que dans le cadre des SCF, le contrôleur spécifique, par sa nature indépendante, dispose des moyens de contrôle et, si nécessaire, d'alerte de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, suffisants pour assumer les missions dévolues à un administrateur indépendant.

1.7 Rôle, missions et fonctionnement général du conseil d'administration et de la direction générale :

- Conformément à la loi et aux statuts de la Société, le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. En cas d'indisponibilité du président, la convocation peut être faite par un vice-président. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le conseil sur un ordre du jour déterminé. Le président est lié par les demandes qui lui ont été adressées.
- Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.
- Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé, ou sur des feuilles mobiles numérotés et paraphés sans discontinuité, conformément aux dispositions légales et signés par le

président de séance et un administrateur, ou en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs au moins.

- Conformément à la loi et aux statuts de la Société, le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer par le président tous les documents qu'il estime utiles. Le conseil d'administration reçoit du président directeur général ou du directeur général délégué de la Société tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les décisions du conseil d'administration sont exécutées, soit par le président, le directeur général, soit par tout délégué spécial que le conseil désigne.

En outre, le conseil peut conférer à l'un de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les conditions qu'il fixe, avec ou sans faculté pour les mandataires de consentir eux-mêmes toute substitution totale ou partielle, et faire procéder à toutes études et enquêtes. Il fixe, dans ce cas, les rémunérations tant fixes que proportionnelles des mandats effectués.

Il peut aussi décider la création de comités ou commissions chargés d'étudier les questions que lui-même ou le président soumet pour avis à leur examen ; ces comités ou commissions exercent leurs attributions sous sa responsabilité.

- Le président organise et dirige les travaux du conseil d'administration, dont il rend compte à l'assemblée générale et assume également les fonctions de dirigeant responsable au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier et de représentant auprès des autorités de tutelle. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le président du conseil d'administration reçoit communication par l'intéressé des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Le président communique la liste et l'objet desdites conventions aux membres du conseil et aux commissaires aux comptes.

- Le président directeur général et le directeur général délégué sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, et assument également les fonctions de dirigeants responsables au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier et de représentants auprès des autorités de tutelle. Ils exercent ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et des stipulations des statuts, et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Ils représentent la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du président directeur général et/ou du directeur général délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président directeur général et le directeur général délégué sont responsables de l'organisation et des procédures de contrôle interne et de l'ensemble des informations requises par la loi au titre du rapport sur le contrôle interne.

Le conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du président directeur général et le directeur général délégué, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le président directeur général et le directeur général délégué ont la faculté de substituer partiellement dans leurs pouvoirs, de façon temporaire ou permanente, autant de mandataires qu'ils aviseront, avec ou sans la faculté de substituer.

Le président directeur général et le directeur général délégué sont révocables à tout moment par le conseil. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions du président du conseil d'administration.

1.8 Activité du conseil d'administration et de la direction générale en 2013 :

Au cours de l'année 2013 se sont tenus cinq conseils d'administration. Pour plus de détails concernant la vie sociale de la Société, nous vous invitons à vous reporter au rapport annuel du conseil d'administration.

1.9 Principes et règles arrêtés pour déterminer la rémunération des mandataires sociaux

- Conformément aux statuts de la Société (article 18), il peut être alloué au conseil d'administration une rémunération fixe annuelle à titre de jetons de présence dont le montant, porté dans les frais généraux de la Société, est déterminé par l'assemblée générale ordinaire et demeure maintenu jusqu'à décision contraire de cette assemblée.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend. Il peut autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement et les dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles aux administrateurs membres des comités ou commissions constitués en son sein ou chargés de missions ou de mandats déterminés ; dans ce cas, ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation, signalées aux commissaires aux comptes et soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration et à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Il peut aussi allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs.

La rémunération du directeur général est fixée librement par le conseil d'administration. Elle peut être fixe ou variable (article 21 des statuts). Pour ce qui concerne l'exercice 2013, aucune rémunération de quelque nature que ce soit, ni jetons de présence, ni remboursement n'ont été

effectués au bénéfice des membres du conseil d'administration y compris de son [président directeur général et de son directeur général délégué].

A noter par ailleurs, conformément à l'instruction de l'ACPR n° 2012-I-05 relative à la collecte d'informations sur les rémunérations, à laquelle BNP Paribas Public Sector SCF est assujettie en tant qu'établissement de crédit, la société a envoyé les déclarations (annexe 3) relatives à l'exercice 2012 à l'ACPR. Les déclarations sont en cours d'établissement pour l'exercice 2013.

1.10 Conventions « réglementées » et « déclarables »

-Les conventions soumises à l'article L. 225-38 du code de commerce sont les suivantes¹ :

- la **convention de prêt subordonné**, à durée déterminée (d'une durée de 10 ans et d'un montant 65.000.000 euros) (« *Subordinated Loan Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF et BNP Paribas S.A, en qualité de prêteur.
- la **convention de gestion et de recouvrement** (« *Master Servicing Agreement* ») conformément aux dispositions des articles L. 515-22 et suivants du Code Monétaire et Financier entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et, BNP Paribas S.A, en tant que mandataire.
- la **convention de mise à disposition de moyens** entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que mandant, et BNP Paribas S.A, en tant que mandataire.
- la **convention cadre de placement** des Obligations Foncières (« *Programme Agreement* ») entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant qu'« *Arrangeur* » et « *Permanent Dealer* ».
- la **convention d'agent payeur** des sommes dues au titre des Obligations Foncières (« *Agency Agreement* »), entre, BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et, BNP Paribas S.A, en tant que « *Calculation Agent* » et BNP Paribas Securities Services en tant que « *Fiscal Agent, Principal Paying Agent, Redenomination Agent* » et « *Registration Agent* » ».
- le **contrat cadre d'acquisition des actifs éligibles** (« *Master Sale Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant que cessionnaire ou « *Purchaser* », et BNP Paribas S.A, en tant que cédant « *French Seller* » et sa succursale de New York en tant que « *U.S. Seller* ».
- le **contrat cadre de gage espèces** (« *Cash Collateral Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant que « *Cash Collateral Provider* ».
- les **conventions relatives aux instruments de couverture de taux et/ou de change** (« *Hedging Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas S.A, en tant qu'apporteur de couverture.

¹ Pour plus détail sur ces convention, merci de vous reporter au rapport annuel de l'exercice 2013.

- la **convention de gestion de comptes bancaires** (« *Issuer Accounts Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité d'« *Accounts Bank* ».
- la **convention de gestion de trésorerie** (« *Cash Management Agreement* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'émetteur, et BNP Paribas en qualité de « *Cash Manager* ».
- les **conventions de prêts relais** (« *Subordinated Bridge Loans Agreements* ») entre BNP Paribas Public Sector SCF, en tant qu'emprunteur, et BNP Paribas S.A, en tant que prêteur, de conclues au cours de l'exercice 2013.

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, ces conventions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle.

Concernant les conventions visées à L.225-39 du Code de commerce, la liste des conventions portant sur des opérations courantes, et conclues à des conditions normales, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 est la suivante :

- la convention de prestation de service comptable et administratif conclue avec BNP Paribas (Reporting Filiales) ; et
- la convention d'intégration fiscale du Groupe BNP Paribas conclue avec BNP Paribas.

2. PRESENTATION DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DES COMITES D'AUDIT ET DES COMPTES/ DES REMUNERATIONS/ DES NOMINATIONS

En raison de l'objet social limité de la Société et de la convention de mise à disposition de moyens, il n'a pas été jugé utile de mettre en place de comités.

3. PRESENTATION DES LIMITATIONS QUE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION APORTE AU POUVOIR DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL (ARTICLE 21 DES STATUTS)

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et des statuts, et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directeur général est responsable de l'organisation et des procédures de contrôle interne et de l'ensemble des informations requises par la loi au titre du rapport sur le contrôle interne.

- Le conseil d'administration peut limiter les pouvoirs du directeur général, mais cette limitation est inopposable aux tiers. Le directeur général ne peut effectuer les actes suivants sans autorisation préalable du conseil d'administration :

- céder tout immeuble par nature ;
 - céder, totalement ou partiellement, toute participation ; et
 - constituer toute sûreté.
- A l'égard des actionnaires, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, les opérations suivantes ne pourront être réalisées par le directeur général, sans l'accord préalable de l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire :
 - (i) agir (y compris contracter tout endettement ou acquérir ou céder tout actif) autrement que dans la mesure permise par les contrats auxquels la Société est partie, et particulièrement conclure, modifier ou résilier tout contrat ou tout engagement représentant pour la Société un montant supérieur ou égal à cinq cent mille (500.000) euros, à l'exception de ceux pris pour la stricte exécution des contrats ou engagements préalablement autorisés par l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire étant entendu que le directeur général veillera, en toutes circonstances, à l'application stricte desdits contrats, et ;
 - (ii) prendre tout engagement ou tout acte qui pourrait affecter, en toutes circonstances, l'exécution par la Société de ses obligations ou l'exercice par la Société de ses droits aux termes des contrats auxquels elle est partie.
 - (iii) approuver la nomination de la Société, directement ou indirectement, au conseil d'administration ou à un organe de direction de toute entreprise.

4. MODALITES DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLEE GENERALE (ARTICLES 27 A 39 DES STATUTS)

Conformément aux dispositions du Code de commerce et des statuts de la Société, l'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, mêmes absents, incapables ou dissidents. Tout actionnaire peut participer personnellement, par mandataire, par correspondance ou par moyens de télétransmission aux Assemblées Générales.

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont réservées à la compétence de l'assemblée générale extraordinaire par la loi et les statuts, elle se réunit au moins une fois par an dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration.

Les actionnaires sont convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou par moyen électronique de télécommunication. Les actionnaires peuvent demander à être convoqués par lettre recommandée, sous la condition qu'ils supportent personnellement le montant des frais de recommandation et qu'ils adressent ledit montant à la Société dans un délai raisonnable.

* * *

II. PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

1. TEXTES DE REFERENCE EN MATIERE DE CONTROLE INTERNE

Les principes et les modalités du contrôle interne des activités bancaires en France et à l'étranger se trouvent au coeur des réglementations bancaires et financières et sont l'objet de nombreuses dispositions législatives et réglementaires.

Le principal texte en la matière applicable est le Règlement n° 97-02 tel que modifié, du Comité Consultatif de la Législation et de la Réglementation Financières (« CCLRF ») qui définit les conditions de mise en oeuvre et de suivi du contrôle interne dans les établissements de crédit et les entreprises d'investissement. Il précise notamment les principes relatifs aux systèmes de contrôle des opérations et des procédures internes, à l'organisation comptable et au traitement de l'information, aux systèmes de mesure des risques et des résultats, aux systèmes de surveillance et de maîtrise des risques, au système de documentation et d'information sur le contrôle interne. L'article 42 de ce règlement prévoit la rédaction à l'intention du conseil d'administration d'un rapport réglementaire annuel sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne est assuré.

Ce Règlement, relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, impose à BNP Paribas Public Sector SCF d'être doté d'un dispositif de contrôle interne comprenant des organisations et des responsables spécifiques pour le contrôle permanent et le contrôle périodique.

Cependant, dans l'exercice de son activité, la Société, qui ne dispose pas de moyens propres, a demandé à BNP Paribas de mettre à sa disposition les moyens humains, matériels et techniques lui permettant de réaliser un certain nombre de fonctions supports de ses activités, telles que la supervision comptable ou le contrôle permanent et périodique. A ce titre, BNP Paribas et BNP Paribas Public Sector SCF ont convenus de mettre en place une convention de mise à disposition de moyens, datant du 30 janvier 2009.

2. PRINCIPES D'ORGANISATION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

2.1 - Principes fondamentaux

Le dispositif de contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF est structuré autour de trois niveaux de contrôles et d'une séparation claire entre le contrôle permanent et le contrôle périodique conformément au Règlement n°97-02.

- le contrôle permanent est le dispositif d'ensemble qui met en oeuvre de façon continue les actions de maîtrise des risques et de suivi de la réalisation des actions stratégiques. Il est assuré en premier lieu par les opérationnels, y compris la hiérarchie, et en second lieu par des fonctions de contrôle permanent intégrées aux entités opérationnelles ou indépendantes de celles-ci;

- le contrôle périodique est le dispositif d'ensemble par lequel est assurée la vérification « *ex post* » du bon fonctionnement de l'entreprise, au moyen d'enquêtes, conduites par l'inspection générale qui exerce ses fonctions de manière indépendante.

La Direction Générale du Groupe BNP Paribas a mis en place un dispositif de contrôle interne dont l'enjeu principal est d'assurer la maîtrise globale des risques et de donner une assurance raisonnable que les objectifs que l'entreprise s'est fixés à ce titre soient bien atteints. La Charte de contrôle interne de BNP Paribas fixe le cadre de ce dispositif et constitue le référentiel interne de base du contrôle interne de BNP Paribas. Largement diffusée au sein du Groupe et accessible à tous ses collaborateurs, cette charte rappelle en premier lieu les objectifs du contrôle interne, qui vise à assurer :

- le développement d'une culture du risque de haut niveau des collaborateurs ;
- l'efficacité et la qualité du fonctionnement interne de l'entreprise ;
- la fiabilité de l'information interne et externe (notamment comptable et financière) ;
- la sécurité des opérations ;
- la conformité aux lois, aux règlements et aux politiques internes.

La Charte fixe ensuite les règles en matière d'organisation, de responsabilité et de périmètre d'intervention des différents acteurs du contrôle interne et édicte le principe selon lequel les fonctions de contrôle (Conformité, Inspection Générale et Risques) opèrent des contrôles de manière indépendante.

Le contrôle interne de BNP Paribas est fondé sur les règles suivantes :

- la responsabilité des opérationnels : le dispositif de contrôle permanent doit être intégré dans l'organisation opérationnelle des entités. En effet, chaque opérationnel a le devoir d'exercer un contrôle efficace sur les activités placées sous sa responsabilité mais également chaque collaborateur a un devoir d'alerte sur tout dysfonctionnement ou carence dont il a connaissance ;
- l'exhaustivité du contrôle interne;
- la séparation des tâches : elle s'exerce particulièrement entre l'origination et l'exécution des opérations, leur comptabilisation, leur règlement et leur contrôle ; elle se traduit aussi par la mise en place de fonctions spécialisées opérant des contrôles indépendants ainsi que par une distinction nette entre le contrôle permanent et le contrôle périodique ;
- la proportionnalité aux risques : l'ampleur et le nombre de contrôles doivent être proportionnels à l'intensité des risques à couvrir. Ces contrôles, le cas échéant, comprennent un ou plusieurs contrôles exercés par les opérationnels et si nécessaire, par une ou plusieurs fonctions de contrôle permanent ;
- la traçabilité du contrôle interne : il s'appuie sur des procédures écrites et sur des pistes d'audit. À ce titre, les contrôles, leurs résultats, leur exploitation et les remontées d'informations des entités vers les niveaux supérieurs de la gouvernance du Groupe sont traçables.

Le respect de ces principes est régulièrement vérifié, notamment au travers des investigations conduites par les équipes du contrôle périodique (Inspection Générale) de BNP Paribas.

2.2 - Acteurs ou structures exerçant les activités de contrôle

- Périmètre du contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF

La Société a mis en place un dispositif de contrôle interne tenant compte de la forme juridique de la Société, et de l'absence de moyens propres de la Société. Dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens, BNP Paribas s'est engagé à mettre à la disposition de la Société les moyens humains et techniques nécessaires à la réalisation de la supervision comptable de la Société, notamment en matière de reporting réglementaire et le contrôle des risques, le contrôle permanent et le contrôle périodique (en ce compris la conformité et la lutte contre le blanchiment).

Ainsi que mentionné ci-dessus, le contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF est assuré par les personnels correspondants de BNP Paribas. Il n'existe donc pas d'organigramme dédié du contrôle interne pour cette entité.

Les contrôles de premier niveau sont assurés par tous les collaborateurs de BNP Paribas agissant pour le compte de la Société dans le cadre de la prise en charge des traitements comptables, administratifs, réglementaires et informatiques. Ils peuvent être réalisés de manière automatique lorsqu'ils sont intégrés dans les processus informatiques. Ils contribuent à fournir des informations à destination du contrôle interne.

Le dispositif de contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF est structuré autour de trois niveaux de contrôles et d'une séparation claire entre le contrôle permanent et le contrôle périodique conformément au Règlement 97-02.

Conformément à la « Charte de Contrôle Interne de BNP Paribas » du 25/08/2008 mise à jour le 22/02/2011, qui s'applique, le dispositif de Contrôle Permanent de la Société est assuré en premier lieu par les Opérationnels (Front Office, Middle Office, Back Office) constituant le Niveau 1 du contrôle. Le Niveau 2 du contrôle est assuré par les Fonctions de contrôle permanent de manière nécessairement indépendante telles que : « 2OPC » (« Oversight of Operational Permanent Control »), « GRM » (« Group Risk Management »), Finance, Conformité.

Par ailleurs, conformément à la procédure Groupe « Missions et Responsabilités de 2OPC » dont la dernière mise à jour date du 07/09/2012, un dispositif spécifique de contrôle opérationnel permanent dit « OPC » (« *Operational Permanent Control* ») a été mis en place au sein de l'ALM Trésorerie, qui couvre également la filiale.

La maîtrise et la gestion des risques, lesquelles relèvent de la responsabilité première des Opérationnels, sont assurées avec le concours du Département 'OPC ALM Trésorerie' et en coordination avec celui-ci, dans le cadre du dispositif de contrôle opérationnel permanent.

Pour l'entité BNP Paribas Public Sector SCF, la responsabilité du Contrôle Interne Permanent revient à Monsieur Christian Guéravétian, responsable « 2OPC » au sein de BNP Paribas CIB.

Le contrôle de conformité est sous la responsabilité de la conformité du pôle CIB sur le périmètre considéré, représenté par Monsieur Fabrice Moly.

Le contrôle interne périodique, qui constitue le troisième niveau de contrôle, est donc assuré par l'audit Interne du Pôle CIB, qui est rattaché à l'Inspection Générale du Groupe, représenté par Monsieur Jacques Cacheux.

2.3 - Pilotage du dispositif de contrôle interne

Conformément à ce qui a été déclaré dans la demande d'agrément, BNP Paribas Public Sector SCF n'a pas souhaité se doter d'un comité de contrôle interne. Le contrôle interne de l'entité est assuré dans l'exercice normal de leur fonction par le personnel de BNP Paribas, comme évoqué précédemment.

2.4 - Système de reporting à l'organe exécutif

La Société rappelle qu'au moins une fois par an, le conseil d'administration procède à l'examen de l'activité et des résultats du contrôle interne permanent et périodique et en particulier du contrôle de la conformité sur la base des informations qui lui sont fournies par le président du conseil d'administration et par le responsable du contrôle interne.

- Procédures d'information du conseil d'administration

La Société rappelle que le président du conseil d'administration informera le conseil d'administration sur la situation économique et financière de la Société et communiquera l'ensemble des mesures constitutives du dispositif de contrôle interne ainsi que les éléments essentiels et les enseignements principaux qui ont été dégagés des mesures de risques auxquels la Société est exposée.

- Procédures d'information du contrôleur spécifique

Le président du conseil d'administration s'assure que l'ensemble de la documentation et des rapports qui, en application du Règlement n°97-02, doivent être mis à la disposition du président du conseil d'administration et du conseil d'administration, du secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et des commissaires aux comptes ou qui doivent leur être adressés, sont également mis à la disposition ou adressés au contrôleur spécifique, conformément à l'article 12 du Règlement n°99-10. Le contrôleur spécifique devra également attirer l'attention des dirigeants et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution dans le cas où il jugerait que le niveau de congruence de taux et de maturité ferait encourir des risques excessifs aux créanciers privilégiés.

- Manuel de procédures

Dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens, BNP Paribas s'engage à ce que chaque département compétent de BNP Paribas tienne à jour le manuel de procédures adapté à son activité. Le manuel de procédures décrit notamment les modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations, les schémas comptables et les procédures d'engagement des opérations.

- Documentation sur le contrôle interne

BNP Paribas s'engage à ce que chaque département compétent de BNP Paribas tienne à jour la documentation qui précise les moyens destinés à assurer le bon fonctionnement du contrôle interne, permanent et périodique de la Société. Cette documentation sera organisée de manière à pouvoir être mise à disposition, à leur demande, du président du conseil d'administration, du conseil d'administration, des commissaires aux comptes, du contrôleur spécifique et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

- Rapport sur le contrôle interne et sur la mesure et la surveillance des risques

BNP Paribas s'engage à ce que les départements compétents élaborent une fois par an, pour le compte de la Société, un rapport sur les conditions dans lesquelles le contrôle interne, permanent et périodique, est assuré.

BNP Paribas s'engage à ce que les départements compétents élaborent une fois par an, pour le compte de la Société, un rapport sur la mesure et la surveillance des risques auxquelles elle sera exposée.

Pour ce qui concerne la déclaration de critères et de seuils (article 17ter, du Règlement 97-02), pour l'exercice 2013, sur la base du PNB et compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2012, le seuil a été ajusté à la baisse pour les cas de fraude à 175 000 euros et est resté inchangé à 1 million d'euros pour les autres cas, lors du conseil d'administration du 26 mars 2013 et ensuite à l'Assemblée Générale du [24 avril 2013 harmoniser avec paragraphe suivant] (pour approbation des seuils).

Pour l'exercice 2014, sur la base du PNB de l'exercice 2013 et compte tenu des fonds propres au 31 décembre 2013, sera ajusté à la baisse à 125 000 euros pour les cas de fraude et reste inchangé à 1 million d'euros pour les autres cas. Ces seuils seront présentés pour approbation lors du Conseil d'Administration du 26 mars 2014 avec le rapport annuel sur la mesure et la surveillance des risques, et ensuite à l'Assemblée Générale annuelle du [29 avril 2014].

- Rapport sur le contrôle interne et la gouvernance de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

[Une fois par an, le Président du conseil d'administration, sur la base des éléments fournis par BNP Paribas dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens, pour le compte de la Société, un rapport sur le contrôle interne, la gouvernance de la Société, en détaillant notamment les procédures relatives à la l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes sociaux de l'exercice. Pas de verbe]

- Autres moyens

BNP Paribas s'engage à mettre à la disposition de la Société tous autres moyens qui seront identifiés comme entrant dans le périmètre de la convention de mise à disposition de moyens, étant entendu que ces prestations feront l'objet d'une refacturation par BNP Paribas à la Société.

- Engagements de BNP Paribas au titre de la mise à disposition de moyens

Conformément aux dispositions de l'article 37-2 du Règlement, BNP Paribas s'engage à :

- assurer un niveau de qualité dans l'exercice de sa mission en faveur de la Société répondant à un fonctionnement normal du service;
- mettre en oeuvre des mécanismes de secours adéquats en cas de difficulté grave affectant la continuité du service rendu ;
- se conformer aux procédures définies par la Société concernant l'organisation et la mise en œuvre du contrôle des services qu'ils fournissent ; et
- rendre compte de façon régulière au président du conseil d'administration et au conseil d'administration de la Société de la manière dont est exercée la mission confiée au titre des présentes.

3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE ET DE MAITRISE DES RISQUES

3.1 - Mesure et surveillance des risques

Alors même que le processus de décision est autonome, les activités de BNP Paribas Public Sector SCF sont totalement intégrées au processus de contrôle de GRM et leur traitement ne se distingue pas à cet égard de celui qui prévaudrait dans une entité de la maison mère. Le rapport consolidé sur la mesure et la surveillance des risques, qui intègre par construction les risques de la filiale, peut donc être considéré comme fournissant les informations demandées. Toutefois un rapport sur le contrôle interne et un rapport sur la mesure de la surveillance des risques conformément au Règlement 97-02 pour les filiales consolidées telles que la Société est approuvé une fois par an par le conseil d'administration de BNP Paribas Public Sector SCF.

3.2 - Dispositif de contrôle permanent

La Société a mis en place un système de contrôle permanent qui prend en considération sa forme sociale en tant que société anonyme à conseil d'administration, ainsi que son absence statutaire de moyens, matériel et humain.

Conformément à la « Charte de Contrôle Interne de BNP Paribas » du 25/08/2008 mise à jour le 22/02/2011, qui s'applique, le dispositif de Contrôle Permanent de la Société est assuré en premier lieu par les Opérationnels (Front Office, Middle Office, Back Office) constituant le Niveau 1 du contrôle.

Le Niveau 2 du contrôle est assuré par les Fonctions de contrôle permanent de manière nécessairement indépendante telles que : « 2OPC » (« *Oversight of Operational Permanent Control* »), « GRM » (« *Group Risk Management* »), Finance, Conformité.

La responsabilité du Contrôle Interne Permanent revient à Monsieur Christian Guéravétian, responsable « 2OPC » au sein de BNP Paribas CIB.

3.3 - Dispositif de contrôle des risques de non-conformité

De même que pour d'autres entités ou métiers de BNP Paribas, la maîtrise du risque de non conformité est partagée entre la conformité Groupe et la conformité du métier, en l'occurrence, Conformité ALM-Treasury/Fixed Income Paris.

- Sécurité Financière et Ethique Professionnelle : sont du ressort de la conformité Groupe. Toutefois, le monitoring des flux s'est enrichi de nouveaux outils, avec la mise en place notamment de l'outil SHINE, qui ont permis une délocalisation des contrôles à la conformité du métier.
- Réglementations relatives aux activités de marché : BNP Paribas a mis en place l'application ACTIMIZE qui couvre tout le métier ALM Treasury permettant de détecter et de traiter d'éventuels abus de marché. Par voie de conséquence, l'activité de BNP Paribas Public Sector SCF est incluse dans le périmètre du métier.
- Conflits d'intérêts : Conformément aux exigences réglementaires en la matière, réaffirmées par la directive MIF, les procédures existantes au niveau de BNP Paribas s'appliquent également à la Société.
- Relations Régulateurs : À ce jour, BNP Paribas Public Sector SCF n'a fait et ne fait l'objet d'aucune enquête et aucune sanction en relation avec son activité n'a été prise. Pour mémoire, en application de la Circulaire CSSF 08/337 qui reprend les obligations relatives à la « Loi Transparence » applicables au Luxembourg, BNP Paribas Public Sector est soumise à la « Loi Transparence », qui soumet les émetteurs à une triple obligation de dépôt auprès de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, de stockage auprès de l'OAM (Luxembourg Stock Exchange) et de publications, au titre de l'information réglementée. Nous avons donc procédé aux dépôts et publications exigés en la matière afin de se conformer aux exigences de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, qui demeure notre « Home member State Authority ». Par ailleurs par un courrier en date du 7 février 2011, dans le cadre légal des dispositions de l'article 4.1 du règlement CRBF 2000-03, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution a demandé à BNP Paribas Public Sector SCF en tant que société de crédit foncier, non assujettie sur base individuelle, de lui remettre des états réglementaires relatifs au calcul du ratio de solvabilité et au contrôle des grands risques, établis à partir du 30 juin 2011, en application des dispositions de l'article L. 612-24 du Code monétaire et financier. Sans que cela ne remette en cause l'exemption de surveillance prudentielle sur base individuelle en application de l'article 4.1 du règlement n° 2000-03 de l'ancien Comité de la réglementation bancaire et financière. De ce fait, BNP Paribas Public Sector SCF est toujours intégrée au périmètre de consolidation prudentielle de BNP Paribas.
- Formation : Le suivi des formations sur la sécurité financière reste un axe majeur de l'action compliance, en priorité pour les nouveaux entrants. Ce thème n'est pas particulier à BNP Paribas Public Sector SCF.

3.4 - Dispositif de contrôle interne de l'information comptable et financière

- Production des données comptables et financières

Les comptes locaux de chaque entité sont produits selon les normes comptables qui prévalent dans le pays où l'entité exerce ses activités tandis que les comptes consolidés sont établis

selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) telles qu’adoptées par l’Union Européenne.

Le département central « Normes comptables » au sein de la comptabilité générale du Groupe définit, selon ce référentiel IFRS, les standards comptables applicables à l’ensemble du Groupe. Il assure la veille réglementaire et édicte en conséquence les nouvelles normes avec le niveau d’interprétation nécessaire pour les adapter aux opérations réalisées par le Groupe. Un manuel des normes comptables IFRS a ainsi été élaboré et mis à disposition des pôles/métiers et entités comptables sur les outils internes de communication en réseau (« Intranet ») de BNP Paribas. Il est régulièrement mis à jour en fonction des évolutions normatives. En outre, ce département central répond aux demandes d’études comptables spécifiques exprimées par les entités comptables ou les métiers lors de la conception ou de l’enregistrement comptable d’un produit financier.

Enfin, le département central « Budget et Contrôle de Gestion Stratégique – SMC » établit les règles de contrôle de gestion applicables par l’ensemble des métiers du Groupe. Ces normes sont également accessibles sur les outils internes de communication.

Les comptes de BNP Paribas Public Sector SCF sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit. La méthode retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- Comptabilité et reporting réglementaire

Le service Reporting Filiales du département Finance Développement Groupe (« FDG Reporting Filiales ») de BNP Paribas assure pour le compte de la Société la tenue de la comptabilité générale, la production des états comptables ainsi que la production des états réglementaires (SURFI...).

Pour réaliser ces prestations, FDG Reporting Filiales utilise les outils comptables mis à disposition par l’entité centrale du groupe BNP Paribas, à savoir :

- les logiciels Bac-Sar (logiciel comptable) et Business Objects, Word et Excel – Plaquette (confection des annexes) pour la tenue de la comptabilité et la production des états comptables ;
- le logiciel EVOLAN REPORT pour la production et l’envoi des états réglementaires.

L’ensemble des écritures comptables est effectué conformément aux normes applicables au sein du groupe BNP Paribas, et actualisée suivant les évolutions réglementaires.

Les tâches de production et d’exploitation informatique afférentes aux systèmes d’information comptable de la Société qui sont décrites ci-dessus sont assurées par les équipes spécialisées de FDG Reporting Filiales.

Le principe d’organisation repose sur une comptabilité générale tenue par FDG Reporting Filiales. Les opérations de cession des actifs éligibles et d’émission d’obligations foncières sont suivies par les Back Offices de BNP Paribas qui transmettent l’information (avis d’opéré) au service FDG Reporting Filiales afin d’assurer la comptabilisation et qui initie les flux de trésorerie. L’ensemble est validé mensuellement par le suivi des comptes bancaires et les

inventaires (bilan et effet résultat de la période) qui sont édités par les outils Back Offices de BNP Paribas.

- Contrôle interne comptable au sein de Finances – Développement Groupe

Afin de lui permettre d'assurer le suivi de la maîtrise du risque comptable de manière centralisée, Finances – Développement Groupe dispose notamment d'un département « Contrôle & Certification » au sein duquel sont regroupées les équipes « Contrôle & Certification Groupe » et « Contrôle & Certification France ». « Contrôle & Certification Groupe » assure les principales missions suivantes :

- définir la politique du Groupe en matière de dispositif de contrôle interne comptable. À ce titre, le Groupe a émis des normes de contrôle interne comptable à l'usage des entités consolidées et a diffusé un plan de contrôles comptables standard recensant les contrôles majeurs obligatoires destinés à couvrir le risque comptable ;
- veiller au bon fonctionnement de l'environnement de contrôle interne comptable au sein du Groupe, notamment par la procédure de certification interne décrite ci-après ;
- rendre compte chaque trimestre à la direction générale et au comité des comptes du conseil d'administration de la qualité des états comptables du Groupe ;
- veiller à la mise en oeuvre des recommandations des commissaires aux comptes par les entités, avec l'appui des pôles/métiers.

L'équipe « Contrôle & Certification France » est pour sa part chargée du contrôle de la qualité de l'information comptable issue du réseau de la Banque De Détail en France (BDDF), des métiers de la Banque de Financement et d'Investissement (CIB) rattachés à BNP Paribas (Métropole) et de certaines entités françaises dont la comptabilité est tenue par Finances – Développement Groupe. Ses principales missions sont les suivantes :

- assurer le lien entre les Back-Offices qui alimentent la comptabilité et la direction de la comptabilité du Groupe ;
- assurer la formation des équipes de Back-Offices aux contrôles comptables et aux outils comptables mis à leurs dispositions ;
- animer le processus de la « certification élémentaire » (tel que décrit ci-après) dans lequel les Back-Offices rendent compte de la réalisation de leurs contrôles ;
- mettre en oeuvre les contrôles comptables de second niveau sur l'ensemble des entités relevant de son périmètre. Ces contrôles complètent ceux réalisés par les Back-Offices qui assurent les contrôles de premier niveau.

- Procédure de Certification Interne au niveau du Groupe

Finances – Développement Groupe anime, au moyen d'un outil Intranet/ Internet FACT (« *Finance Accounting Control Tool* ») un processus de certification interne des données produites trimestriellement par chaque entité.

- Relations avec les commissaires aux comptes et le contrôleur spécifique

Les commissaires aux comptes de la Société sont les cabinets Deloitte & Associés, et PricewaterhouseCoopers audit.

Commissaires aux comptes titulaires	Commissaires aux comptes suppléants
<p>PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex Associé : M. Laurent TAVERNIER</p>	<p>Mme Anik CHAUMARTIN 63, rue de Villiers, 92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex</p>
<p>Deloitte & Associés 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly sur Seine Cedex Associée : Mme Sylvie BOURGUIGNON</p>	<p>BEAS 195 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly sur Seine Cedex Mme. Mireille BERTHELOT</p>

La rémunération des commissaires aux comptes est estimée pour l'exercice 2013 à 53 000 euros hors taxes.

Contrôleur Spécifique titulaire	Contrôleur Spécifique suppléant
<p>Fides Audit 52 rue de la Boetie 75008 Paris Associé : M. Stéphane MASSA</p>	<p>M.B.V et Associés Mme Martie LECONTE 39 avenue de Friedland 75008 Paris</p>

La rémunération effective du contrôleur spécifique est estimée pour l'exercice 2013 à 52 000 euros hors taxes.

3.5 - Contrôle périodique (Audit/Inspection)

Le contrôle périodique de la filiale est assurée par la fonction groupe Inspection Générale. Le rapport d'activité de l'Inspection Générale peut donc être considéré comme fournissant les informations demandées.

- Contrôle périodique

Le troisième niveau du système de contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF est assuré sous la surveillance de comités indépendants de contrôle.

L'équipe audit du pôle CIB de BNP Paribas rend compte depuis le 1^{er} janvier 2006 à l'inspection générale de BNP Paribas dirigée par M. Jacques Cacheux.

L'audit de la Société est inclus dans le champ de compétence de l'équipe audit de CIB et sera auditée selon les principes, normes et standards en vigueur au sein du groupe et plus spécialement pour les activités des entités de CIB.

La charte d'audit interne du groupe BNP Paribas est applicable à la Société. Les normes d'audit de CIB arrêtées en 2002 seront adaptées pour inclure le champ d'activité de la Société conformément au guide d'audit interne du groupe.

La Société fait l'objet d'une évaluation annuelle des risques pour déterminer les risques intrinsèques de cette activité. Un plan d'audit est déterminé d'après les résultats de l'évaluation des risques et débouchera sur des audits menés selon la fréquence habituelle des audits au sein du groupe BNP Paribas. Les recommandations issues de ces audits seront mises en oeuvre à un rythme biennuel.

- Audit

Le dispositif de contrôle interne de BNP Paribas Public Sector SCF est sous la vigilance d'organes de contrôle indépendants.

Selon la convention de mise à disposition de moyens, la Société pourra demander à l'Inspection Générale du Groupe BNP Paribas, chaque fois que cela est nécessaire, de procéder, le cas échéant sur place, à tout examen des moyens et les services mis à la disposition de la Société par BNP Paribas.

BNP Paribas s'engage à mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires et raisonnables afin de permettre ou de faciliter la mise en oeuvre de tels contrôles par l'Inspection Générale du Groupe BNP Paribas.

BNP Paribas accepte également que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution ou toute autre autorité étrangère équivalente en application au sens des articles L. 613-12 et L. 613-13 du Code ait accès aux informations sur les activités externalisées nécessaires à l'exercice de sa mission, y compris sur place. Dans ce but, l'audit de la filiale sera délégué à l'équipe d'audit du pôle CIB Paris.

Le Président du conseil d'administration
M. Jean-Louis GODARD

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société Anonyme

1, Boulevard Haussmann
75009 Paris

**Rapport des Commissaires aux Comptes
établi en application de l'article
L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du
président du Conseil d'administration**

Exercice clos le 31 décembre 2013

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société Anonyme
1, Boulevard Haussmann
75009 Paris

Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine, le 28 mars 2014

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Deloitte & Associés



Laurent TAVERNIER



Sylvie BOURGUIGNON

ETATS FINANCIERS
31 décembre 2013

En euros

ETATS FINANCIERS
DE
BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

Au 31 Décembre 2013



BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

ETATS FINANCIERS DE BNP PARIBAS
PUBLIC SECTOR SCF

EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2013

BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 24.040.000 euros
Siège social : 1, Boulevard Haussmann - 75009 Paris
433 932 811 RCS Paris

SOMMAIRE

COMPTES SOCIAUX

Compte de résultat au 31 décembre 2013	3
Bilan au 31 décembre 2013	4
1 - Résumé des principes comptables appliqués par BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF	5
2 - Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2013	8
2a - Marge d'intérêts	8
2b - Commissions	8
2c - Charges générales d'exploitation	9
2d - Impôt sur les bénéfices	9
3 - Notes relatives au bilan au 31 décembre 2013	10
3a - Créances et dettes envers les établissements de crédits	10
3b - Opérations avec la clientèle	10
3c - Obligations et autres titres à revenu fixe	10
3d - Autres actifs et passifs	11
3e - Comptes de régularisation	11
3f - Dettes représentées par un titre	11
3g - Dettes Subordonnées	12
4 - Informations complémentaires	13
4a - Evolution du capital en Euros	13
4b - Variation des capitaux propres	13
4c - Notionnel des instruments financiers	13
4d - Informations sur les postes du hors-bilan	13
4e - Echéance des emplois et des ressources	14

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

En euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
Intérêts et produits assimilés	2.a	46 775 169	58 991 209
Intérêts et charges assimilées	2.a	(37 899 472)	(49 769 059)
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 100 000	1 100 000
Commissions (charges)	2.b	(2 461 035)	(3 066 949)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		136 008	24 460
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		1	102 370
Autres charges d'exploitation bancaire		(922)	(1 150)
PRODUIT NET BANCAIRE		7 649 749	7 380 880
Frais de personnel		-	-
Autres frais administratifs	2.c	(766 815)	(718 200)
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses		(30 450)	(236 563)
Reprises de dépréciation du portefeuille-titres et opérations diverses		134 688	1 263 791
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		6 987 173	7 689 909
Coût du risque			
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 987 173	7 689 909
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Dotations nettes aux provisions réglementées		-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		6 987 173	7 689 909
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	2.d	(1 593 727)	(1 079 409)
RESULTAT NET		5 393 446	6 610 500

BILAN au 31 décembre 2013

En euros	Notes	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF			
Caisse, banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	3.a	1 512 958 635	685 711 264
Opérations avec la clientèle	3.b	3 371 084 603	3 755 750 244
Obligations et autres titres à revenu fixe	3.c	466 256 580	284 605 666
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme		16 000	12 000
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Actions propres			
Autres actifs	3.d	103 857	1 482 518
Comptes de régularisation	3.e	126 762 247	95 824 617
TOTAL ACTIF		5 477 181 922	4 823 386 309
PASSIF			
DETTES			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 247 076 522	457 338 512
Opérations avec la clientèle	3.b		
Dettes représentées par un titre	3.f	4 073 523 973	4 073 539 692
Autres passifs	3.d	165 576	-
Comptes de régularisation	3.e	60 143 426	195 358 097
Provisions pour risques et charges		-	-
Dettes subordonnées	3.g	65 168 236	65 164 824
TOTAL DETTES		5 446 077 733	4 791 401 126
CAPITAUX PROPRES			
Capital souscrit	4.b		
Prime d'émission	4.a	24 040 000	24 040 000
Réserves		1 660 483	1 329 959
Report à nouveau		10 260	4 725
Résultat de l'exercice		5 393 446	6 610 500
TOTAL CAPITAUX PROPRES		31 104 189	31 985 183
TOTAL PASSIF		5 477 181 922	4 823 386 309
HORS BILAN			
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres		-	-
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	4.d	3 348 412 593	3 784 303 424
Engagements sur titres			

1. RESUME DES Principes comptables APPLIQUES PAR BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR SCF

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés financières.

Le compte de résultat au 31 DECEMBRE 2013 et les notes aux Etats Financiers afférentes présentent une information comparative au 31 DECEMBRE 2012.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent essentiellement des crédits à l'exportation et de prêts à la clientèle financière garantis par des personnes publiques auxquelles s'ajoutent des créances aux collectivités locales. Elles sont ventilées en créances commerciales, autres crédits et crédits à l'équipement.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les surcotes/décotes correspondant à la différence entre la valeur nominale et le prix d'achat sont lissées linéairement sur la durée restant à courir des créances.

Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes.

Les obligations et les autres titres dits à revenu fixe sont évalués au plus bas du prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus) ou de la valeur probable de négociation. Celle-ci est généralement déterminée par référence au cours de bourse. Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe".

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire est enregistré en résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : il s'agit essentiellement des obligations foncières.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du résultat.

Les primes d'émission ou le remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode actuarielle sur la durée de vie de l'emprunt.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Instruments financiers à terme

Les engagements sur instruments financiers à terme sont contractés sur différents marchés pour des besoins de couverture spécifique ou globale des actifs et des passifs ou à des fins de transaction.

Leur traitement comptable dépend de la stratégie de gestion de ces instruments.

Les produits et charges constatés d'avances liés aux soultes de swaps ainsi que les intérêts et produits à recevoir rattachés aux swaps sont présentés au bilan dans les comptes de régularisation par compensation de devises.

➤ **Instruments financiers dérivés détenus à des fins de couverture**

Les produits et charges relatifs aux instruments financiers dérivés à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et des charges sur les éléments couverts et sous la même rubrique comptable.

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et les charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Enregistrement des produits et des charges

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

Opérations en devises

Les créances, dettes, engagements hors-bilan libellés en devises sont évalués au cours de change au comptant à la clôture de l'exercice.

La conversion de ces opérations libellées en devises aux dates d'arrêté dégage un écart constaté au compte de résultat, à l'exception des instruments financiers enregistrés au hors-bilan, pour lesquels l'écart est conservé dans un compte de régularisation.

Les produits et charges libellés en devises, relatifs à des prêts, des emprunts ou des opérations de hors-bilan, sont enregistrés dans des comptes de produits et de charges ouverts dans chacune des devises concernées, les conversions s'effectuant aux dates d'arrêté mensuel.

Le résultat mensuel en devises est partiellement couvert à hauteur du montant de résultat mensuel déterminé selon le référentiel IFRS. La part non couverte génère un gain ou une perte de change en résultat.

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Informations relatives aux transactions entre parties liées

Compte tenu de l'activité de la société et de son lien capitalistique (filiale détenue à 99,99% par BNP Paribas SA), les obligations du CRC 2010-04 sur la présentation des informations sur les parties liées ne sont pas applicables

Régime d'intégration fiscale

BNP PARIBAS Public Sector SCF est intégrée au Groupe Fiscal France dont la tête de groupe est BNP Paribas.

En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale.

Le montant ainsi calculé, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère, BNP PARIBAS SA.

Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS SA.

2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013

2.a MARGE D'INTERETS

BNP Paribas Public Sector SCF présente sous les rubriques " Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées" la rémunération déterminée des instruments financiers évalués au coût amorti. Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques.

En euros	31/12/2013		31/12/2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 029 209	(2 328 324)	2 886 349	(3 561 470)
Comptes à vue, prêts et emprunts	1 029 209	(2 328 324)	2 886 349	(3 561 470)
Clientèle	44 146 188	-	55 567 912	-
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	44 146 188		55 567 912	
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 599 772	-	536 948	
Titres de placement	1 599 772		536 948	
Dettes représentées par un titre	-	(35 571 148)	-	(46 207 589)
Obligations Foncières		(34 602 942)		(44 899 621)
Dettes Subordonnées à terme		(968 206)		(1 307 968)
Produits et charges d'intérêts	46 775 169	(37 899 472)	58 991 209	(49 769 059)

2.b COMMISSIONS

En euros	31/12/2013		31/12/2012	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)
Opérations sur titres	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)
Produits et charges de commissions	1 100 000	(2 461 035)	1 100 000	(3 066 949)

2.c CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Autres frais administratifs	(766 815)	(718 200)
Rémunération d'intermédiaires	(473 923)	(673 061)
Divers services extérieurs		
Impôts et taxes	(292 892)	(45 138)
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Charges d'exploitation	(766 815)	(718 200)

2.d IMPOT SUR LES BENEFICES

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Impôts courants de l'exercice	(1 593 727)	(1 079 409)
<hr/>	<hr/>	<hr/>
Impôt sur les bénéfices	(1 593 727)	(1 079 409)

3. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2013

3.a CREANCES ET DETTES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Prêts et créances	1 512 958 635	685 711 264
Comptes ordinaires débiteurs	508 761 641	480 409 858
Comptes à terme et prêts	1 004 196 994	205 301 406
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 512 958 635	685 711 264
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>857 378</i>	<i>325 935</i>
En euros	31/12/2013	31/12/2012
Dettes et emprunts	1 247 076 522	457 338 512
Comptes ordinaires créditeurs	156 108	34 814
Emprunts à terme	1 246 920 414	457 303 698
Dettes envers les établissements de crédit	1 247 076 522	457 338 512
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>125 114</i>	<i>42 698</i>

3.b OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Prêts et créances	3 371 084 603	3 755 750 244
Autres crédits à la clientèle	3 371 084 603	3 755 750 244
Opérations avec la clientèle - Actif	3 371 084 603	3 755 750 244
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>14 813 463</i>	<i>17 422 529</i>

3.c OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Valeur brute	461 646 390	281 553 550
Provision	(132 324)	(236 563)
Créances rattachées	4 742 515	3 288 679
Obligations et autres titres à revenu fixe	466 256 580	284 605 666

3.d AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Autres actifs divers	103 857	1 482 518
Autres Actifs	103 857	1 482 518
Autres passifs divers	165 576	
Autres Passifs	165 576	-

3.e COMPTES DE REGULARISATION

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Produits à recevoir	65 384 919	70 054 132
Autres comptes de régularisation débiteurs	19 172 351	25 770 484
<i>dont Charges à répartir</i>	<i>9 828 591</i>	<i>12 930 771</i>
<i>dont Charges constatées d'avance</i>	<i>9 343 760</i>	<i>12 839 714</i>
Réévaluation des instruments dérivés et de change	42 204 977	
Comptes de régularisation - actif	126 762 247	95 824 617
Charges à payer	10 774 119	18 096 278
Autres comptes de régularisations créditeurs	49 369 307	17 581 492
Réévaluation des instruments dérivés et de change		159 680 327
Comptes de régularisation - passif	60 143 426	195 358 097

3.f DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Emprunts obligataires	4 000 000 000	4 000 000 000
<i>dettes rattachées</i>	73 523 973	73 539 692
Dettes représentées par un titre	4 073 523 973	4 073 539 692

.g DETTES SUBORDONNÉES

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Dettes subordonnées remboursables	65 000 000	65 000 000
<i>Dettes rattachées</i>	168 236	164 824
Dettes subordonnées	65 168 236	65 164 824

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.a EVOLUTION DU CAPITAL EN EUROS

	31/12/2013			31/12/2012		
	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant	Nombre d'actions	Valeur Unitaire	Montant
A l'ouverture	2 404 000	10	24 040 000	2 404 000	10	24 040 000
A la clôture	2 404 000	10	24 040 000	2 404 000	10	24 040 000

4.b VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	31/12/2012	Augmentations de postes	Diminutions de postes	31/12/2013
Capital	24 040			24 040
Primes démission				
- Réserve légale (1)	1 330	330		1 660
- Réserves statutaires et contractuelles	-			-
- Réserves règlementées plus-values long terme	-			-
- Autres Réserves	-			-
Ecart de réévaluation	-			-
Report à nouveau	5	5		10
Résultat de l'exercice	6 610	5 393	(6 610)	5 393
Capitaux propres	31 985	5 728	(6 610)	31 103

(1) reclassement des autres réserves en réserve légale

4.c NOTIONNEL DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité de BNP PARIBAS PUBLIC SECTOR sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces intruments

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Instruments dérivés de cours de change	2 416 097 710	2 726 950 726
Instruments dérivés de taux d'intérêt	8 533 672 820	8 174 343 076
Instruments financiers à terme sur marché de gré à gré	10 949 770 530	10 901 293 803

4.d INFORMATIONS SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

En euros	31/12/2013	31/12/2012
Clientèle		
Coface	1 157 024 957	1 050 490 750
Euler Hermes KreditVersi	1 086 476 452	1 327 398 335
Export CT guarantee dept	446 980 637	547 107 555
Export import BK OF US	654 311 896	859 306 785
EKF DENMARK	3 618 652	
Engagements de garantie reçus	3 348 412 593	3 784 303 424

4.e ECHEANCE DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

En milliers d'euros	Opérations		Durée restant à courir			Total
	A vue au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
EMPLOIS						
Créances sur les établissements de crédit	508 762	942 484	8 139	41 652	11 922	1 512 959
créances à vue	508 762					508 762
créances à terme	0	942 484	8 139	41 652	11 923	1 004 198
Opérations avec la clientèle	0	149 272	500 229	1 938 775	782 809	3 371 085
Obligations et autres titres revenu fixe			321 356	95 103	49 798	466 257
RESSOURCES						
Dettes envers les établissements de crédit	281	981 415	265 381			1 247 077
Dettes représentées par un titre	73 524		1 000 000	2 000 000	1 000 000	4 073 524
Dettes subordonnées	168				65 000	65 168